

# **MAHAMADOU ISSOUFOU**

**2011-2015**



## **NIGER : LA RENAISSANCE**

**GURI DAI DAI LOKACI  
INCHA ALLAH**



**MAHAMADOU ISSOUFOU**

**NIGER : LA RENAISSANCE**

**GURI DAI DAI LOKACI  
INCHA ALLAH**

# SOMMAIRE :

<b>Chapitre I : Des questions politiques et de la gouvernance .....</b>	<b>7</b>
I. Consolider la stabilité des institutions démocratiques et républicaines .....	8
II. Garantir la sécurité des personnes et des biens .....	12
III. Etablir des relations privilégiées avec les pays voisins et renforcer la coopération avec les pays amis .....	14
<b>Chapitre II : Des questions économiques et financières .....</b>	<b>15</b>
I. De l'économie et des finances publiques .....	15
II. Du développement rural et de la sécurité alimentaire .....	25
III. De l'hydraulique urbaine, rurale et de l'assainissement .....	33
IV. Du développement des services .....	34
V. Du développement des secteurs minier, industriel et énergétique .....	39
VI. Du commerce .....	45
VII. De la consommation des ménages .....	46
VIII. Des infrastructures .....	47
IX. Du secteur privé .....	53
X. De l'intégration régionale .....	55
<b>Chapitre III : Des questions sociales et culturelles .....</b>	<b>57</b>
I. De la problématique population - développement .....	57
II. De l'éducation .....	58
III. De la santé .....	66
IV. De la jeunesse, de la culture, des arts et des sports .....	70
V. De la problématique de l'emploi .....	73
<b>Chapitre IV : De l'aménagement du territoire, du développement urbain et de l'habitat .....</b>	<b>75</b>
I. De l'aménagement du territoire .....	75
II. Du développement urbain .....	75
III. De l'habitat .....	76
IV. Du cadastre .....	77
<b>Chapitre V : Du financement du programme .....</b>	<b>79</b>

## Chers concitoyens,

Le 31 janvier 2011, vous êtes appelés à élire, pour un mandat de cinq (5) ans, le Président de la République. A cette occasion, je me présente à nouveau devant vous pour demander vos suffrages.

Si être Président de la République, c'est assumer la plénitude des prérogatives constitutionnelles prévues pour cette fonction et vous servir et non me servir, alors je suis votre homme.

Je suis votre Homme parce qu'aussi j'ai un programme et un projet de société pour le Niger, décliné en 8 points majeurs :

1. Le Niger ayant besoin d'Institutions fortes plutôt que d'hommes forts, je m'*engage à bâtir des Institutions démocratiques fortes, crédibles et durables. La République a besoin de respectabilité.*
2. Faire face aux menaces multiples sur notre espace sahélo-saharien est un impératif majeur. Je m'*engage à assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national.*
3. L'analyse de l'économie nigérienne indique chaque fois que lorsque les investissements publics baissent l'activité économique faiblit et les indicateurs sociaux se dégradent. je *considère ainsi que la relance économique et la promotion sociale reposeront, au moins pour une décennie, sur les investissements publics.*  
*C'est pourquoi j'entends mobiliser plus de 6.000 milliards FCFA sur la période du mandat, par l'action conjuguée d'une croissance annuelle moyenne soutenue de 7% PIB, d'une amélioration du rendement fiscal, d'une dépense publique plus efficace et d'un accroissement sensible des ressources extérieures. Ces fonds seront alloués à :*
4. *Plus de 900 milliards FCFA à l'agriculture et à l'élevage* afin d'une part d'assurer la sécurité alimentaire à travers *l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »*, d'autre part accroître les revenus des paysans et des éleveurs. *Ce cercle vertueux ainsi amorcé constitue le levier du développement de notre pays.*

5. **Plus de 600 milliards FCFA à l'hydraulique urbaine, rurale et pastorale. L'accès à l'eau pour tous est notre priorité.**
6. **Plus de 600 milliards FCFA dans les infrastructures et l'énergie.** Investir dans les routes, les pistes rurales, les chemins de fer et l'électricité constitue le facteur principal sans lequel il n'y a pas de développement.
7. **Plus de 1.500 milliards FCFA au profit de l'éducation et 600 milliards FCFA à la santé,** afin d'améliorer significativement les indicateurs sociaux facteurs clés pour une société en développement.
8. **La combinaison de toutes ces actions économiques et sociales permettra la création de 50.000 emplois par an au profit des jeunes.** La cohésion de notre société passe par une offre d'espérance pour la jeunesse.

***Voilà pourquoi, chaque nigérienne, chaque nigérien, devrait voter pour le PNDS-Tarayya.***

***Mettez nous à l'épreuve, en nous donnant l'occasion d'appliquer ce programme véritable alternative à ce que vous connaissez.***

***Le 31 janvier 2011, votez donc pour la renaissance de notre pays.***

***Votre destin, comme celui de vos enfants, est désormais entre vos mains.***

**GURI DAI DAI LOKACI,  
INCHAALLAH**

## **CHAPITRE I : DES QUESTIONS POLITIQUES ET DE LA GOUVERNANCE**

Depuis sa création le PNDS-TARAYYA s'est toujours farouchement battu pour l'instauration d'un Etat démocratique et républicain.

Si la première décennie post-conférence nationale avait été caractérisée par une grande instabilité institutionnelle et politique, marquée notamment par pas moins de deux coups d'Etat militaire, les élections de l'année 1999 comportaient la promesse d'un avenir de stabilité et de progrès. Certes la décennie qui a suivi a connu une stabilité institutionnelle remarquable, mais la gouvernance mise en œuvre par les autorités élues fut aux antipodes des valeurs de l'Etat de droit et de la République.

La gestion de l'Etat a été passablement pervertie par la quête de positions de privilèges donnant accès aux prébendes et aux marchés publics, sur la base de règles iniques, contraires aux exigences de la bonne gouvernance. Cette forme de corruption généralisée qui s'est insinuée dans tous les rouages de l'administration a compromis les chances d'un quelconque décollage de l'économie. L'administration publique s'en est trouvée sur-politisée et la promotion des cadres fondée sur le principe de l'allégeance politique plutôt que sur les critères sains du mérite, de la compétence et de l'expérience. L'accès aux marchés publics, loin de reposer sur la règle de la compétition objective entre opérateurs conformément au code des marchés publics en vigueur, est devenu de l'enrichissement de militants politiques agréés à l'avance.

Comme si tout cela ne devait point suffire le pouvoir a carrément entrepris au cours de l'année 2009 de remettre en cause les règles cardinales du jeu démocratique en confisquant définitivement et radicalement le pouvoir à travers une prolongation de trois ans du mandat du Président de la république. Pour qu'il en fût ainsi, le Président de la République avait dû dissoudre la Cour Constitutionnelle et le Conseil Supérieur de la Communication, abolir la Constitution en vigueur et imposer une nouvelle à travers un Référendum frauduleux.

Ces dérives ont eu des effets désastreux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays, occasionnant le coup d'Etat militaire du 18 Février 2010.

Après avoir assumé l'opposition de manière responsable, le PNDS-TARAYYA promet d'exercer le pouvoir avec responsabilité, c'est à dire, de façon démocratique et républicaine, dans le respect des dispositions de la Constitution et des Lois de la

République. Pour ce faire, le PNDS-TARAYYA se propose d'atteindre au plan politique les objectifs suivants :

- consolider la stabilité des institutions démocratiques et républicaines ;
- satisfaire les aspirations à la sécurité des citoyens ;
- établir des relations privilégiées avec les pays voisins et renforcer la coopération avec les pays amis.

## **I. CONSOLIDER LA STABILITE DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET REPUBLICAINES**

Le prochain pouvoir doit permettre de restaurer la démocratie et l'Etat de droit et consolider les bases de la stabilité politique et sociale acquise mais fragile.

### **1.1. De l'exercice démocratique du pouvoir**

*Exercer le pouvoir de manière démocratique et républicaine c'est :*

- faire jouer à chaque institution son rôle constitutionnel notamment dans le respect de la séparation des pouvoirs. La Présidence de la République sera de manière effective la clé de voûte des institutions. Le Président définira les grandes orientations et donnera les impulsions nécessaires pour que le Gouvernement définisse et conduise la politique de la nation ; il veillera à l'indépendance de la justice notamment à celle de la Cour Constitutionnelle qui a fait l'objet de nombreuses intimidations de la part des autorités de la 5<sup>ème</sup> République qui l'ont finalement dissoute pour assouvir des ambitions personnelles. Afin que « le pouvoir arrête le pouvoir », à l'action indépendante de la justice, viendra s'ajouter le contrôle effectif du Gouvernement par l'Assemblée Nationale dont la qualité des débats doit contribuer à l'information et à la formation des citoyens. Dans cette perspective, aucune opinion ne sera censurée et tous les grands débats seront diffusés en direct par les médias publics et privés ;
- définir et respecter le statut de l'opposition : en effet, la minorité a des droits reconnus par notre Constitution : c'est le cas des motions de censure que les autorités de la 5<sup>ème</sup> République, dans leur réflexe anti-démocratique, ont diabolisées ; c'est le cas de la possibilité offerte à 1/10<sup>e</sup> des députés de saisir la Cour Constitutionnelle. En plus de ces dispositions constitutionnelles que nous respecterons scrupuleusement, une Loi sera votée pour garantir à l'opposition un statut digne d'une véritable démocratie. En effet, avec le mécanisme de la

séparation des pouvoirs, les partis politiques de l'opposition doivent constituer un véritable contre-pouvoir pour la sauvegarde des valeurs démocratiques et républicaines ;

- créer les conditions, afin que les partis politiques jouent pleinement leur rôle : en effet, la qualité des partis politiques a une incidence sur la stabilité et la qualité du fonctionnement des institutions ; à contrario leur instabilité et leur médiocrité peut les ébranler. Pour leur permettre de jouer le rôle d'utilité publique qui leur est dévolu, notamment celui relatif à l'information et à la formation des citoyens, leur financement fera l'objet d'une attention particulière ;
- garantir une bonne gouvernance : ici, la bonne gouvernance vise à mettre les institutions à l'abri de la corruption et du népotisme sous toutes leurs formes (corruption par l'argent, par des nominations ou des promotions partisans ou non méritées etc...). La bonne gouvernance est une condition sine-qua-non pour que les institutions démocratiques et républicaines soient mises au service de l'intérêt général. Elle doit être présente dans tous les actes publics, notamment les nominations aux emplois de l'Etat, les attributions des marchés publics, l'efficacité de la dépense publique, la politique fiscale, la séparation des pouvoirs, le respect des droits des citoyens reconnus par la Constitution, les Lois de la République, la justice etc...,
- garantir une application stricte de la Constitution et des Lois et Règlements : les autorités de la 5<sup>ème</sup> République ont brillé par des violations répétées puis du sabotage de la Constitution et des Lois de la République, privant ainsi les citoyens de la jouissance des droits et libertés auxquels le PNDS-Tarayya est fondamentalement attaché. C'est le cas notamment :
  - **de la liberté d'opinion et d'expression** : le PNDS-Tarayya réaffirme sa volonté de préserver l'indépendance de la presse à travers notamment : le respect de la loi dépenalisant le délit de presse; l'appui financier de l'Etat aux organes de presse indépendants et crédibles ; la professionnalisation du secteur et la préservation de l'éthique du métier de journaliste ; la moralisation de la presse publique et l'assainissement de la gestion de l'ORTN, de l'ONEP et de l'ANP ;
  - **du droit à l'égalité** : la rupture d'égalité entre citoyens induite par l'exclusion de certains d'entre eux des nominations aux emplois publics et des attributions des marchés publics met ce droit à l'ordre du jour des

préoccupations politiques. Le PNDS-Tarayya s'engage à garantir la jouissance du droit à l'égalité à tous les citoyens ; il s'engage en conséquence à faire du mérite et de la compétence les seuls critères d'accès aux emplois et aux marchés publics. Les privilèges, les passe-droits et toutes autres formes d'inégalité seront combattus. Les citoyens seront tous égaux devant le service public comme ils le seront devant les droits et les devoirs. C'est une des conditions de leur rassemblement et de leur mobilisation dans le combat pour le développement économique et social,

- **du droit à la justice** : les dirigeants de la 5<sup>ème</sup> République n'ont eu de cesse de vouloir instrumentaliser la justice. Or, l'importance d'une justice équitable rendue conformément aux Lois et la création d'un environnement favorable aux investissements n'échappe à personne. Les aspirations de notre peuple à la justice n'ont fait jusqu'ici que l'objet de profession de foi. Au cours du prochain mandat, le PNDS-TARAYYA s'attachera de manière résolue, à répondre positivement à ces aspirations en mettant en œuvre des mesures appropriées. Aussi l'impunité sera bannie ; l'Etat, de concert avec la société civile, entreprendra une campagne de vulgarisation des lois et des principes de l'Etat de droit, surtout dans le monde rural et dans les couches les plus défavorisées de la population urbaine ; l'indépendance de la Justice sera préservée vis-à-vis des autres pouvoirs ; tous les rapports sociaux seront régis par la loi, afin que personne ne soit spolié de ses droits ; la justice sera rapprochée davantage des justiciables et les conditions de détention améliorées à travers des investissements conséquents en infrastructures, en équipements et en ressources humaines.

## **1.2. Réhabiliter l'administration publique et accroître sa performance**

L'administration est inefficace et peu performante du fait d'une insuffisance des pratiques et des capacités gouvernementales à gérer de manière transparente et rationnelle les affaires publiques. Notre parti ne peut s'accommoder d'une telle situation. ***C'est pourquoi il s'engage dès le début du prochain mandat à mettre en œuvre un programme de redressement axé sur sept (7) composantes et dont la finalité est la satisfaction des aspirations de la population à l'accès équitable au service public.*** Ces composantes sont :

- l'impulsion d'une nouvelle éthique s'appuyant essentiellement sur la promotion de la compétence, la lutte contre la corruption, le favoritisme et la politisation ; dans cette perspective, les seuls critères d'accès aux emplois publics seront le mérite et la compétence ;

- la répression résolue des détournements des biens et deniers publics ;
- le renforcement de la discipline au travail, de la conscience professionnelle, du sens du service public, de l'obligation de rendre compte, de l'obligation de résultat et du respect de la hiérarchie ;
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat et son exercice sans faiblesse dans le respect des lois républicaines ;
- la formation nécessaire à l'amélioration de la qualité des ressources humaines et à l'adéquation profils / postes ;
- l'accroissement des effectifs au niveau des secteurs prioritaires, notamment l'éducation, la santé, le développement rural et les régies financières ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents par : une dotation conséquente en outils et matériels de travail ; la facilitation de l'accès à la propriété de logement ; l'amélioration de la protection sociale ; le développement des moyens de transport collectif urbain ; la déconcentration par le redéploiement du personnel au niveau des régions, départements et communes ; la revalorisation des revenus salariaux.

### **1.3. Associer les nigériens de la diaspora à la vie nationale**

L'importance économique des travailleurs émigrés pour leur pays d'origine a été démontrée ces dernières années par des études de la Banque Mondiale qui estiment le montant des transferts financiers qu'ils y font à plus du double de l'aide publique au développement.

La diaspora nigérienne devient de plus en plus importante et son poids économique s'agrandit d'année en année. Aussi cela impose-t-il des devoirs à l'Etat vis-à-vis de cette dernière.

La création d'un Haut Conseil des Nigériens à l'Extérieur a consacré, dans son principe, l'une des aspirations des nigériens vivant à l'extérieur. Malheureusement les préoccupations partisans des autorités de la 5<sup>ème</sup> République ont réduit à néant les fruits attendus des efforts consentis pour aboutir à la création de ce cadre d'intégration et d'animation.

***Le PNDS se fixe comme objectif principal la réalisation pleine et entière des aspirations au bien être de nos concitoyens vivant à l'extérieur. A cet effet, le parti compte :***

- exiger des missions diplomatiques une protection conséquente des nigériens de la diaspora tant en ce qui concerne leur intégrité physique que leurs biens ;

- instaurer un fonctionnement démocratique du Haut Conseil des Nigériens à l'Extérieur et rendre l'institution plus dynamique et plus visible ;
- rendre effectif le droit de vote des nigériens à l'extérieur pour les élections présidentielles et l'étendre aux élections législatives pour lesquelles ils pourront être éligibles, mais aussi leur attribuer des sièges au niveau du Conseil Economique et Social ;
- instaurer, en relation avec les nigériens à l'extérieur, un système efficace de mobilisation de leurs ressources financières et prendre des mesures incitatives pour les amener à investir au pays;
- négocier des accords bilatéraux notamment en matière de visa avec le maximum de pays pour assurer la sécurité des nigériens à l'extérieur ainsi que celle de leurs biens.

## **II. GARANTIR LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES**

La sécurité intérieure et extérieure du pays est une condition essentielle du développement économique et social. La différence entre ces deux aspects de la sécurité tend de plus en plus à disparaître compte tenu de la mondialisation de ces menaces.

Elles sont au nombre de trois :

- les menaces des forces centrifuges : récurrence des mouvements politiques armés;
- les menaces des organisations criminelles : trafic de drogues, armes, cigarettes, etc ;
- menaces Al Qaïda (islamistes armés).

A ces menaces majeures viennent s'ajouter les conflits entre éleveurs et paysans, les vols à mains armées, notamment ceux du gros bétail, les braquages sur les axes routiers et le banditisme urbain

Toutes ces menaces sont imbriquées. Toutes ces menaces ont une dimension internationale. Toutes ces menaces mobilisent des moyens importants.

L'espace géographique de ces menaces est considérable et se subdivise en deux zones : le Sahara occidental qui comprend l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger ; le Sahara oriental qui comprend la Libye, le Niger, le Soudan et le Tchad.

Pour le moment la plus active de ces deux zones est la première, c'est-à-dire le Sahara Occidental. Elle constitue donc la zone de menace principale. Le Niger est à l'intersection de ces deux zones, ce qui fait de lui un espace particulièrement exposé et vulnérable, commandant des solutions pérennes.

Prenant en compte la prise de conscience collective qui s'affirme de plus en plus et la coordination des moyens et actions entre les pays du Sahara occidental, ***le Parti militera en faveur de ripostes adaptées à la nature des menaces.*** Ainsi :

- aux menaces criminelles les réponses seront d'abord d'ordre sécuritaire ;
- aux menaces régionales, la politique sécuritaire sera commune, c'est-à-dire conçue et exécutée conjointement par l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Libye et le Tchad ;
- aux menaces internationales les réponses devront être internationales avec l'appui logistique et en renseignement des puissances occidentales.

Il convient cependant de noter que les solutions durables passent nécessairement par le retour de l'Etat dans l'espace saharien, notamment dans ses dimensions administratives, sociales et sécuritaires et un programme économique pour les zones pastorales.

***Pour garantir cette sécurité, le PNDS-Tarayya va privilégier la prévention à travers les actions suivantes :***

- le rétablissement du monopole de la violence de l'Etat, à travers la récupération de toutes les armes de guerre ;
- l'organisation de la sensibilisation et de la dissuasion dans les zones potentiellement exposées aux conflits intercommunautaires de types éleveurs/cultivateurs ;
- la sécurisation des axes routiers ;
- la lutte contre le vol du gros bétail ;
- la lutte contre la prolifération des armes à feu ;
- la lutte contre le banditisme urbain ;
- le redéploiement judicieux des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), afin d'assurer une couverture optimale de l'ensemble du territoire national.

***Pour accompagner toutes ses actions le PNDS-Tarayya prévoit un programme de restructuration visant notamment :***

- la promotion d'une bonne gouvernance au sein des (FDS) ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des (FDS) à travers la facilitation d'accès à la propriété dans le domaine du logement ainsi que leur participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ;

- le renforcement de la cohésion et de la discipline au sein des FDS ;
- le renforcement et la modernisation des capacités des (FDS), plus précisément leur formation, leur entraînement et leur équipement.

### **III. ETABLIR DES RELATIONS PRIVILEGIEES AVEC LES PAYS VOISINS ET RENFORCER LA COOPERATION AVEC LES PAYS AMIS**

*Mettre la diplomatie au service du développement économique et social, ainsi qu'à celui de la sécurité de notre pays, tels sont les objectifs que se fixe le PNDS-TARAYYA au plan des relations internationales.* Pour atteindre ces objectifs, le Parti s'engage à :

- consolider nos relations avec tous les pays voisins. L'accent sera mis en particulier sur la définition d'une politique sécuritaire commune aux pays de la zone sahélo-saharienne ;
- consolider les organisations d'intégration telle que la CEDEAO en privilégiant l'intégration politique à travers l'élection d'un Parlement au suffrage universel direct ainsi que l'intégration économique en matière d'infrastructure, de politique agricole commune, etc... ;
- promouvoir la construction de l'Union Africaine en conférant plus de légitimité directe à son Parlement ;
- renforcer les relations avec les partenaires traditionnels du Niger et la communauté des bailleurs de fonds ;
- contribuer à la paix et à la sécurité internationales, y compris en renforçant la présence de nos Forces de Défense et de Sécurité au sein des missions de stabilisation et de maintien de la paix des Nations Unies ;
- militer pour le respect scrupuleux du droit international et pour une gouvernance internationale plus démocratique, ce qui nécessite une réforme approfondie des institutions comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation Mondial du Commerce (OMC), la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI) ;
- mobiliser en faveur de notre pays toutes nos relations internationales en particulier au sein de l'International Socialiste ;
- redéfinir la carte diplomatique de notre pays et confier la gestion de nos Ambassades à des diplomates professionnels ;
- mobiliser les Investissements Directs Etrangers (IDE) ainsi que l'Aide Publique au Développement (APD).

## **CHAPITRE II : DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

### **I. ECONOMIE ET FINANCES PUBLIQUES**

#### **1.1. Caractéristiques de l'économie**

##### **1.1.1. La structure du PIB**

L'analyse de la structure du Produit Intérieur Brut (PIB) au Niger fait ressortir une décroissance constante du secteur primaire de 60% en 1960 à 42% en 1980. Malheureusement, la recomposition de cette structure a été faite pour l'essentiel au profit du secteur tertiaire fortement dominé par l'économie informelle dont la contribution au PIB global était de l'ordre de 75%.

En revanche, la caractéristique de l'économie à partir des années 1980, consécutivement au boom de l'uranium des années 1975/1981, semble mieux correspondre à l'évolution attendue d'une économie en transition. En effet, les secteurs primaire et tertiaire qui produisaient 89% du PIB ont chuté 77%, soit respectivement à 42 et 35% en 1980. Le secteur secondaire s'est accru pour s'établir à 23%. Mais, cet élan s'est rapidement estompé avec la crise de l'endettement et les premières mesures des programmes d'ajustement structurel successifs qui ont imposé à l'Etat une cure d'amaigrissement. Ainsi, au cours de la période 2005-2009, la production du secteur secondaire a fortement chuté, pour s'établir en moyenne à 12%, au profit de la production du secteur primaire, stabilisée en moyenne autour de 46% et du secteur tertiaire estimé en moyenne à 42%.

Tout au long de ce processus, l'économie a été contrariée par la faible contribution du secteur primaire à la croissance, estimée en moyenne à moins de 1%, alors qu'il concentre plus de 80% de la population, justifié par la prépondérance des structures de production de type familial et des techniques culturelles traditionnelles peu productives. De ce fait, selon le document de la Stratégie de Développement Rural (SDR) 2003, la création de richesses des zones rurales est 5 fois plus faible que celle des zones urbaines. Cela signifie que lorsqu'un rural dispose de 59.000 FCFA son collègue de la ville possède 283.000 FCFA.

L'économie est également plombée par : la forte croissance de la population qui s'établirait à 22,5 millions en 2025, avec un taux de croissance de 3,3% par an, le faible taux d'épargne passant de 3,5% du PIB en 2000 à 9,4% du PIB en 2009, ce qui ne permet pas, malgré sa forte progression, de mobiliser suffisamment de ressources

internes pour financer les investissements ; la faiblesse de la pression fiscale, stabilisée à 13,8% du PIB en 2009 contre 10,8% en 2005, largement en deçà de l'objectif de 17% du PIB fixé par l'UEMOA, pendant que les dépenses publiques qui représentaient 16% du PIB en 2000 sont en hausse en 2009, passant à 24,5% du PIB ; le poids de la dette publique sur les finances publiques, dont l'encours de la dette extérieure était estimé à 20,40% du PIB en 2009 en dépit des efforts consentis par les partenaires au développement pour réduire ses effets dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres très Endettés (IPTE) ; la faible contribution du secteur privé moderne, nonobstant le frémissement de ces dernières années avec l'avènement de jeunes opérateurs économiques et des perspectives minières encourageantes du pays ; la hausse vertigineuse récente des prix internationaux consécutive à la crise financière internationale enclenchée en 2008 et qui a fortement obéré les revenus salariaux et ceux des producteurs ruraux, amplifiant ainsi les effets désastreux induits par l'abandon des mécanismes de protection des consommateurs et des producteurs intervenus au cours des premières années de l'ajustement ; l'enclavement et l'étendue du pays qui rendent les communications difficiles et coûteuses, les coûts de transports atteignant quelques fois le tiers des coûts de revient industriels.

***Au total, même si au cours des années 80 l'économie n'avait pas atteint les performances attendues, la situation n'en demeure pas moins une indication à prendre en considération par les politiques publiques nationales.***

### **1.1.2. Le rôle de l'investissement public dans la promotion de la croissance économique et la modification de la structure de l'économie au Niger**

Au lendemain de l'indépendance et jusqu'en 1975, l'investissement public a permis la création d'entreprises publiques destinées à combler l'absence du secteur privé et de conduire des activités économiques marchandes, malgré le faible taux d'investissement qui se situait dans la fourchette de 5 à 10% du PIB.

Au cours de la période 1975 – 1981, correspondant au boom de l'uranium, les recettes d'exportation étaient presque multipliées par 7, passant de 20 à 132 milliards de F CFA. Le taux d'investissement s'est établi entre 20 et 27% du PIB. Plusieurs entreprises publiques ont été créées ou développées. Des grands projets de développement ont vu le jour. Le réseau routier a été modernisé et élargi. Ce qui a permis à l'Etat de couvrir l'ensemble des activités économiques et assurer l'encadrement des populations.

En revanche entre 1981 à 1987 le taux d'investissement s'est dégradé pour se situer entre 4 et 9% du PIB en raison des mesures d'ajustement structurel édictées suite aux

difficultés inhérentes à la chute des cours mondiaux de l'uranium et une sécheresse devenue chronique en 1983, 1984 et 1987. L'activité économique a chuté. Plusieurs entreprises ont fait faillite. Les routes se sont dégradées. Les paysans ont été laissés à eux-mêmes. La pauvreté s'est de ce fait intensifiée.

Mais, après avoir enregistré des coupes massives durant les années 80 et 90, les programmes des secteurs sociaux, telles que l'éducation et la santé ont renoué avec l'expansion en raison de la volonté de réaliser les objectifs du millénaire qui visent la réduction de la pauvreté de 50% d'ici 2015 et du soutien constant des partenaires au développement. Malheureusement, les secteurs porteurs de la croissance à long terme et d'emplois comme la formation technique et professionnelle et la recherche ne bénéficient pas encore de financements significatifs.

***Il ressort clairement que chaque fois que les investissements publics baissent l'activité économique faiblit et les indicateurs sociaux se dégradent. En somme, la relance et la promotion sociale vont reposer, au moins pour une décennie, sur les investissements publics.***

### **1.1.3. Les effets de l'ajustement structurel**

Au lieu de s'attacher à lever les contraintes multiformes qui entravent la croissance économique, les réformes économiques, sous-tendus par les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), ont plutôt cherché à stabiliser l'économie en se concentrant sur la recherche de l'équilibre du cadre macro économique. Les appuis extérieurs ont été réduits au strict nécessaire, l'objectif prioritaire étant de stabiliser les finances publiques et de rembourser la dette.

L'austérité budgétaire décidée pour stabiliser l'économie, les liquidations et les privatisations des entreprises publiques, la hausse des prix notamment du fait de la dévaluation intervenue en 1994 et le démantèlement de tous les mécanismes de protection des producteurs et des consommateurs ont favorisé le développement de la pauvreté. Aujourd'hui 2 nigériens sur 3 sont considérés comme pauvres. Avec un tel niveau de pauvreté, le pays s'est installé dans une crise de sous consommation. Dans ce contexte, la demande ne pouvait qu'être faible.

Les entreprises privatisées dont on attendait une plus grande efficacité et un rôle de locomotive pour stimuler la croissance ont plutôt enregistré des résultats médiocres. Plusieurs d'entre elles ont fait faillite. L'évolution du PIB continue de dépendre de la pluviométrie avec une croissance moyenne de 1,9% entre 1990 et 2000, nettement inférieure à celle de la population estimée à 3,3%.

De plus, l'Aide Publique au Développement (APD) qui procurait l'essentiel des ressources destinées aux investissements structurants est en baisse. Elle chute, passant de 178 milliards FCFA en 1990 à 97 milliards FCFA en 2000 ; par habitant, elle passe de 20.500 FCFA à 12.500 FCFA sur la même période.

Enfin, la libéralisation de l'économie a définitivement engagé le Niger dans le processus de mondialisation, qui est sa forme la plus achevée. Cela n'est pas mauvais en soi. Mais la manière dont elle a été imposée aux pays fragiles leur pose de graves problèmes. Elle a mis les populations appauvries par les mesures de l'Ajustement Structurel en face des firmes multinationales, intéressées exclusivement par le profit à une vitesse brutale sans assurer un système adéquat de redistribution et de justice pour garantir les droits fondamentaux des plus fragiles. La quasi-totalité des forces vives a ainsi été précipitée dans une précarité sans précédent.

Au regard de la faible performance de l'économie, du bas niveau d'éducation dans le secteur rural et de la quasi-indisponibilité de l'expertise moyenne pour l'industrie, les choix opérés, même s'ils se sont avérés utiles à un moment donné pour assurer la stabilisation de l'économie, leur persistance a fortement pénalisé la production nationale et par conséquent l'emploi. Il est par conséquent urgent et impérieux de réorienter les stratégies de promotion économique, de manière à recentrer les stratégies de réduction de la pauvreté autour des actions de modernisation du secteur primaire et de création d'emploi. C'est ainsi que les populations rurales, estimées à 82,4% par le recensement général de la population de 2001 et pauvres à plus de 85%, seront véritablement replacées au cœur du processus de production et de promotion sociale.

#### **1.1.4. Le Financement de l'économie**

Les crédits à l'économie recensés à la centrale des risques de l'Institut d'Emission se sont élevés à 193 milliards, 266 milliards et 307 milliards en 2007, 2008 et 2009, respectivement. Il s'est dégagé, sur les trois années, une forte prépondérance des crédits à court terme qui représentent, respectivement, 73%, 59% et 66% du montant total des crédits distribués. A l'opposé, les crédits à long terme ont représenté 4%, 6% et 4% du total en 2007, 2008 et 2009. Au cours de la même période, quatre secteurs ont été les principaux bénéficiaires de ces concours bancaires à l'économie. En effet, le commerce, les Industries extractives, les bâtiments et travaux publics (BTP) et les transports et télécommunications ont bénéficié de 82% des crédits à court terme, dont 65,35% pour le seul commerce. Au titre des crédits à moyen terme, les 4 secteurs ont bénéficié de 89% du total. Le secteur de l'agriculture qui renferme plus de 80% de la population n'a bénéficié que de 1% des crédits à court terme et 0.46% des crédits à moyen terme sur la même période.

En somme, le système bancaire a financé en grande partie le secteur tertiaire (commerce – services) et les besoins en fonds de roulement des entreprises. Le financement des investissements productifs à moyen et long terme, au profit du secteur primaire (agriculture – élevage), est resté marginal.

### **1.1.5. La politique monétaire**

La politique monétaire est organisée dans le cadre de l’UEMOA et mise en œuvre par la BCEAO. Elle demeure prudente et compatible avec les objectifs de balance de paiement et de croissance. De même, elle vise à améliorer l’accessibilité du crédit au secteur privé, augmenter l’épargne intérieure et l’efficacité du secteur bancaire. Mais en réalité le crédit continue de coûter cher, ce qui pourrait freiner peu ou prou la relance de l’économie que le Parti entend réussir.

### **1.1.6. La balance des paiements**

L’analyse de la situation économique d’un pays ne peut être complète sans un examen de l’état de ses relations économiques et financières avec les autres pays. Les informations et données statistiques qui retracent ces relations économiques et financières du pays avec le reste du monde sont fournies par la balance des paiements. Faut-il le souligner un déséquilibre persistant et structurel d’une balance des paiements pour un pays n’est pas souhaitable, car il conduit à l’affaiblissement de l’économie, ce qui impose la prise de mesures correctives qui pourraient être douloureuses et coûteuses pour les citoyens.

L’évolution de la balance des paiements au Niger a été marquée par une accentuation du déficit structurel du compte courant, dont les effets ont été souvent compensés par l’afflux de capitaux au titre des investissements directs étrangers.

Le déficit du compte courant s’est globalement accru depuis l’année 2000, passant de 6,3% du PIB à plus de 20,0% du PIB en 2009. Cette orientation défavorable est liée essentiellement à la dégradation de la balance des biens et services dont le déficit rapporté au PIB a quasiment triplé entre 2000 et 2009 pour s’établir à environ 23%, en liaison avec la nette progression des importations. En effet, les achats de biens et services se sont accrus, en moyenne de 14,0% entre 2000 et 2009 du fait singulièrement des importations de biens d’équipement et intermédiaires (machines, véhicules, matériaux de construction, intrants industriels) et de services nécessités par le dynamisme des investissements publics et privés. Ainsi, les achats de biens d’équipements et intermédiaires qui ressortaient à 60,0 milliards en 2000 sont estimés à plus 500 milliards en 2009. Les importations ont été également soutenues par les produits pétroliers dont

les effets du renchérissement des cours internationaux ont été accentués par l'augmentation des besoins découlant de la mise en œuvre des programmes d'investissement.

Toutefois, l'incidence de ces facteurs défavorables sur le compte courant a été atténuée par la progression des exportations de biens à partir de 2007, en liaison avec la hausse du prix de cession de l'uranium de 25.100 FCFA/kg en 2006 à 40.000 FCFA/kg en 2007, puis à 55.000 FCFA/kg en 2008 et 2009. Le taux de progression moyen des exportations de biens est estimé à environ 19,5% entre 2000 et 2009. De plus, le flux de capitaux au titre de la cession de permis d'exploitation minière et d'investissements directs ont permis de consolider l'excédent structurel du compte de capital et d'opérations financières mais aussi de compenser, sur certaines années, le déficit du compte courant. Les investissements directs ont, en effet, connu une forte dynamique à partir de 2007 en rapport avec les travaux liés à l'exploitation de nouveaux gisements d'uranium et la construction de la raffinerie de pétrole à Zinder. Leur ratio au PIB passerait de moins de 1,0% en moyenne entre 2000 et 2006 à 2,8% en 2007, 5,9% en 2008 et 12,2% en 2009. Enfin, les annulations de dettes obtenues au titre de l'Initiative de l'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006 se sont également traduites par un accroissement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières

Au total, en liaison avec les évolutions du compte courant et de celui du compte de capital et d'opérations financières, le solde global de la balance des paiements est ressorti en moyenne excédentaire entre 2000 et 2009. Cependant, des déficits ont été enregistrés sur quatre années dont le plus important en 2009, du fait de l'accélération des programmes d'investissement par les sociétés minières.

## **1.2. Les orientations économique et financière**

La Stratégie de Développement et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) est bâtie sur un taux de croissance de 7%, le minimum nécessaire selon les Nations Unies pour inverser la tendance de paupérisation et imprimer une croissance à même de créer les conditions d'un développement durable en Afrique, tiré par l'agriculture irriguée, le dynamisme du secteur privé et les investissements dans les infrastructures. Mais en vérité, la faisabilité de ces choix était loin de satisfaire l'impératif de développement. Les causes structurelles qui plombent le développement économique et social ne sont pas au centre des défis de cette stratégie. Ainsi, la sécurité alimentaire et la production industrielle, l'éducation de qualité et la formation technique et professionnelle, bases essentielles du développement durable, sont largement en retrait. De même, le financement des services, comme les nouvelles technologies de l'information, ainsi que les

infrastructures de base sont faiblement considérés ou conçus sans lien les uns avec les autres. En somme, nonobstant la stabilité politique et sociale, les opportunités économique et financière de la décennie 2000 n'ont pas été suffisamment mises à profit pour construire les bases d'une économie de croissance et de développement durable.

C'est pourquoi le PNDS-Tarayya, se fondant sur les principes de solidarité, de justice, de démocratie et de travail, entend moderniser l'économie, accélérer la croissance et veiller à la juste répartition de ses fruits.

***Pour relever ce défi, le PNDS-Tarayya se fixe comme objectif une croissance régulière moyenne de 7% sur la période du mandat, en conformité avec les objectifs du millénaire pour le développement.*** Cet objectif devrait permettre de créer les conditions d'un décollage économique pour faire du Niger, à l'horizon d'une décennie, un pays émergent.

***Le PNDS-Tarayya prendra toutes les dispositions pour maintenir un cadre macro-économique stable avec une inflation maîtrisée à un niveau maximum de 3% en moyenne sur toute la période, ainsi qu'une politique budgétaire tendant vers l'objectif d'équilibre fixé par l'UEMOA.*** Dans cette perspective :

- la pression fiscale sera portée à 20% en moyenne sur la période du mandat, de manière à accroître les moyens d'intervention de l'Etat ;
- la dette extérieure, bien que nécessaire pour soutenir un niveau d'investissements permettant de réaliser l'objectif de croissance, sera contenue dans une proportion supportable afin d'éviter au pays de retomber dans le cycle du fardeau de l'endettement ;
- en dépit des limites imposées par la dette, le taux d'investissements publics sur recettes fiscales sera porté à au moins 20% du PIB, conformément aux directives de l'UEMOA, afin de soutenir les efforts d'investissement dans les secteurs agricole et minier, mais aussi au profit des infrastructures, dans la perspective d'impulser les exportations et permettre d'accroître l'offre nationale de biens alimentaires indispensables pour réaliser l'autosuffisance alimentaire ;
- de même, la consommation des ménages, agrégat qui reflète le mieux la qualité de vie des populations, sera soutenue par diverses mesures de meilleure répartition et d'accroissement des revenus.

Les perspectives minières de notre pays laissent penser que si les ressources induites sont bien rémunérées et judicieusement exploitées ; son solde global devrait s'inscrire en nette amélioration.

Toutefois, des mesures de politiques économiques adéquates permettant de réduire les importations sont nécessaires, afin de limiter le déficit structurel de la balance commerciale. ***A cet effet, le PNDS-Tarayya va repenser la politique industrielle nationale, afin de soutenir l'investissement et favoriser le développement de l'offre locale en substitution des importations.***

Le Parti prendra notamment des initiatives appropriées de nature à inciter la production intérieure à travers la transformation des produits agro-pastoraux et la modernisation de l'économie. Par ailleurs, la politique de diversification des partenaires sera poursuivie et amplifiée, en même temps que la défense des intérêts économiques du pays sera au centre des préoccupations du Parti, à travers une rémunération adéquate de la production nationale et l'utilisation rationnelle des ressources humaines. Ce faisant, le chômage des jeunes diplômés sera fortement résorbé.

### **1.3. Des finances publiques**

#### **1.3.1. Des ressources internes du budget**

Le PNDS-Tarayya entend mener une politique budgétaire fondée sur une mobilisation croissante des ressources internes afin de conférer à l'Etat les moyens d'affirmer sa souveraineté nationale mais aussi de promouvoir la solidarité et l'équité par la prise en charge des dépenses liées aux besoins en eau, en éducation et en santé, secteurs essentiels pour les populations, et de stimuler la production. ***A cet égard il entend conduire une réforme fiscale adaptée à ces réalités, soutenue par la réorganisation des finances publiques devenues l'otage de quelques usuriers, la lutte contre la corruption, la fraude douanière et l'évasion fiscale qui gangrènent la chaîne des recettes et des dépenses et l'instauration d'une fiscalité équitable, juste et solidaire, par le partage des charges de l'impôt entre tous les agents économiques en fonction de leur capacité contributive, l'encouragement à la création de petites et moyennes entreprises pour soutenir l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne.*** Cela ne pourra se faire qu'à partir d'une restructuration de l'économie que le Parti est décidé à conduire.

***Les actions du Parti tiendront largement compte du programme de la transition fiscale de l'UEMOA, tout en visant l'objectif principal d'assurer une***

***mobilisation optimale des ressources fiscales afin de garantir le financement de son programme de développement.*** Considérant l'appartenance du pays à cet ensemble sous-régional, ces actions consisteront à :

- soutenir la croissance et le financement du développement ;
- améliorer et rationaliser l'environnement fiscal et douanier ;
- rendre le secteur agricole fiscalement productif par une politique de création de valeur ajoutée et de revenus monétaires dans le secteur agro-sylvo-pastoral ;
- moderniser les administrations fiscale et douanière, renforcer leurs capacités et développer la plus grande synergie entre elles.

#### **1.4.2. Des financements extérieurs**

Conscient de la fragilité du pays au début du mandat, le PNDS-Tarayya prendra toutes les dispositions pour mobiliser les partenaires au développement afin de porter, à terme, le volume du financement extérieur au même niveau que celui des ressources internes. Il s'agira de consolider les rapports avec les partenaires traditionnels, en négociant des programmes économiques de forte croissance, durable et favorable au développement social.

Le Parti va également étendre et intensifier les relations de coopération avec les pays émergents en vue de développer des programmes structurants d'infrastructures et d'exploitation des ressources naturelles. Dans le même esprit, le Parti entend participer à toutes les initiatives favorables à la mobilisation des financements innovants, telle que la mise en place d'une taxe sur les transactions financières internationales.

#### **1.4.3. Des dépenses publiques**

Au regard du rang qu'occupe le Niger dans le classement mondial en matière de développement humain, ***le PNDS-Tarayya orientera en priorité les dépenses publiques vers les secteurs de développement tels que ceux de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'eau potable, de l'énergie et des infrastructures, des régies financières et de l'aménagement du territoire***, afin de créer les conditions d'un redémarrage rapide de l'économie, assurer la sécurité alimentaire de la population et un meilleur développement social. C'est pourquoi les ressources seront allouées ainsi qu'il suit :

- ***25% au secteur de l'éducation, pilier du développement des ressources humaines,***

- 10% pour la santé autre pilier du développement durable,
- 15% en faveur du développement rural, l'eau et la sécurité alimentaire,
- 10% pour l'hydraulique rurale et urbaine,
- 10% pour l'énergie et les infrastructures, déterminants pour soutenir le développement,
- 0,5% au profit des régies financières destinées au renforcement des moyens d'intervention conséquents pour mobiliser le maximum de ressources,
- 2% pour l'aménagement du territoire en vue de soutenir des pôles locaux de développement,
- 27,5% aux autres secteurs.

*Pour tirer le maximum de gain de ces dotations budgétaires l'efficacité de la dépense publique sera au centre des préoccupations du Parti. A cet égard, le principe d'imputabilité, ainsi que les règles de gestion des finances publiques seront rigoureusement observés. Tous les textes y afférent et le code des marchés publics seront réaménagés pour intégrer les dispositions pertinentes.*

*De plus, la qualité des prestations sera constamment recherchée afin que le rendement des ressources allouées soit démultiplié pour accroître le nombre d'apprenants et les taux de réussite à l'école, l'accès aux soins de santé et à l'eau potable et renforcer les moyens de l'Administration publique, cheville ouvrière de l'exécution du programme.*

### **1.5. Du financement de l'économie**

Si rien n'est entrepris, la structure et la physionomie des sources potentielles de financement de l'économie nationale sur la période 2011-2015 ne connaîtront certainement pas de changements notables par rapport aux données de même nature ci-dessus présentées sur la période 2007 – 2009.

C'est pourquoi, le PNDS-Tarayya prendra des initiatives hardies pour booster le financement de l'économie afin d'exploiter rationnellement les opportunités offertes par la reprise de la demande de crédits des entreprises et des ménages liée à la forte croissance économique attendue les prochaines années, la restructuration du secteur bancaire et financier avec le mouvement de recapitalisation des banques et la création de nouvelles institutions, notamment une banque agricole. Ainsi, le crédit à l'économie pour les 5 prochaines années serait de l'ordre 2 459 milliards de FCFA. Par ailleurs, des bons du Trésor et des emprunts obligataires d'un montant de 500 milliards de FCFA pourraient être émis sur la même période.

## II. DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

### 2.1. Présentation

L'agriculture nigérienne, mises à part les cultures de rente, est une agriculture vivrière de subsistance, essentiellement céréalière occupant 85% de la population. Les aléas climatiques et les chocs récurrents (sécheresse, inondation, invasion des ennemis des cultures) qui affectent le secteur agricole, accroissent la vulnérabilité des populations aux crises alimentaires conjoncturelles assez fréquentes.

Aujourd'hui, l'agriculture contribue pour environ 46% du PIB mais repose sur des équilibres écologiques de plus en plus fragiles, menacés par la désertification sous l'effet de la forte pression démographique et de la sécheresse.

Le système de production extensif de l'agriculture pluviale reste prédominant au détriment des cultures irriguées très faiblement pratiquées en saison sèche à cause principalement de l'insuffisance de la mobilisation des eaux souterraines et de surface.

L'agriculture irriguée reste sans aucun doute le moyen qui présente le plus d'atouts pour accroître les revenus et donc réduire la pauvreté. Le secteur irrigué crée 30 % de la valeur ajoutée de la production agricole du Niger et représente 90 % de ses exportations. Malheureusement, en dépit d'une telle performance, cette forme de production est peu usitée. En somme, le pays est une anomalie : un territoire aride où l'agriculture irriguée reste limitée malgré les importantes ressources en eau du fleuve Niger s'écoulant sur 550 km. Au total, les ressources en eau du pays s'élèvent à 30 milliards de m<sup>3</sup> d'eaux de surface par an. Seulement 20 % des ressources en eaux souterraines renouvelables, qui s'élèvent au total à 2,5 milliards de m<sup>3</sup> par an, sont exploitées. On estime à 2 000 milliards de m<sup>3</sup> le volume supplémentaire d'eaux souterraines non renouvelables.

Le sous-secteur de l'élevage représente 56% des revenus des produits d'exportation et contribue de façon substantielle à la sécurité alimentaire du pays à travers les productions de viande (abattage), de lait, des œufs et des revenus que la population en tire. Les productions animales constituent l'aliment essentiel de 22% de la population et un important aliment d'appoint pour les 78% restants. Malheureusement, le disponible moyen de ces productions pour la consommation de la population est caractérisé par une tendance à la baisse dont la cause essentielle est liée aux différentes contraintes qui l'assaillent et au taux d'exploitation relativement faible.

Sur le plan des innovations techniques développées en milieu rural, l'INRAN avait conçu et mis à la disposition des services de la vulgarisation des techniques permettant d'obtenir des changements significatifs au niveau du monde rural. Cependant depuis quelques temps, cet Institut, dont la mission est de concevoir et exécuter des programmes de recherche agronomique dans tous les secteurs du développement rural, coordonner et superviser toutes les recherches agronomiques, participer à la formation et à la recherche, contribuer au développement de l'information scientifique, n'arrive plus à jouer son rôle.

Sur le plan de la gestion des ressources naturelles, il se dégage une large unanimité sur l'acuité des problèmes de la désertification et de la dégradation des ressources naturelles.

Enfin, sur le plan de la sécurité alimentaire, le pays est confronté régulièrement à une insécurité alimentaire structurelle dans un contexte de pauvreté chronique. Au cours de la dernière décennie le Niger a connu deux importantes crises alimentaires en 2004/2005 et 2009/2010. La situation nutritionnelle des enfants est préoccupante dans l'ensemble du pays. En effet les résultats de l'enquête nutrition effectuée en juin 2010 par l'INS, montrent que le taux de malnutrition aiguë globale s'élève à 16.7% sur le plan national. Ce taux est au dessus du seuil d'urgence reconnu par les instances spécialisées.

Au regard des contre performances actuelles du secteur agricole et de la détérioration du système d'encadrement rapproché, l'agriculture a cessé de constituer une priorité depuis 1984. Du reste, la contribution du budget de l'Etat au secteur reste faible, les méthodes culturales demeurent archaïques, les espaces aménagés sont mal exploités et mal gérés (cas des AHA), le monde rural se paupérise davantage, surtout avec les mesures draconiennes imposées par les différents Programmes d'Ajustement Structurel.

***C'est pourquoi le PNDS-Tarayya a décidé de s'attaquer vigoureusement à ce problème, en vue de lui apporter une solution définitive de nature à mettre les populations nigériennes à l'abri des affres de la famine et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à la répartition des revenus. Le PNDS-Tarayya mettra en œuvre l'Initiative 3 N pour y parvenir.***

## **2.2. L'Initiative « 3N »**

Malgré son potentiel en terre et en eau et son important cheptel animal, le Niger a aujourd'hui la triste réputation d'être le pays des crises alimentaires répétées et de la

malnutrition permanente des enfants. Après 50 ans d'indépendance, ce paradoxe entre des potentialités naturelles relativement importantes et l'état de pauvreté et d'insécurité alimentaire chronique, dans lequel se trouve le pays, spécialement le monde rural est inacceptable.

Depuis le début des années 1970, le Niger est importateur net de céréales, avec un déficit de l'ordre de 10 à 20%. Cette situation se traduit par des déficits alimentaires chroniques pour la majorité des ménages, mais aussi la récurrence de la malnutrition et la vulnérabilité aux chocs. 40% des enfants souffrent de malnutrition. Au cours de la sécheresse de 2004/05, environ 3,6 millions de personnes, soit plus de 30 % de la population ont eu besoin d'une aide alimentaire. En 2009/2010, ce chiffre a été doublé et porté à 7.1 millions de personnes.

La situation d'éternel assisté au plan alimentaire de notre pays, doté pourtant des ressources nécessaires pour la changer, est inacceptable et nous devons impérativement le faire. Cela nécessite des actions hardies et vigoureuses, ainsi que la participation consciente de l'ensemble de la population et de toutes les bonnes volontés mobilisées autour de programmes cohérents avec des objectifs précis.

***C'est pourquoi, le PNDS-Tarayya animé de la ferme volonté de voir chaque nigérien manger chaque jour à sa faim et vaquer aux activités de production, va engager des réformes substantielles en vue d'inverser la tendance. Le Parti va ainsi mobiliser l'ensemble des forces vives de la nation et toutes les bonnes volontés autour de « l'initiative 3N : les nigériens nourrissent les nigériens », « Koran'Niuwa/Haray Ban », en vue d'asseoir les bases d'un développement agricole durable.***

A cette fin, le PNDS-Tarayya s'engage à prendre toutes les dispositions adéquates pour réaliser cette Initiative autour des axes stratégiques suivants :

- résorption du déficit céréalier national par des appuis ciblés pour augmenter les rendements des céréales de base : mil, sorgho, maïs, blé et riz à travers la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, la gestion in situ de l'eau de pluie, la mécanisation et une plus grande utilisation des engrais et des semences améliorées ;
- promotion des productions alimentaires de substitution : niébé et tubercules (manioc, patate douce, pomme de terre) par la promotion des cultures de contre saison à travers la réalisation de petits barrages et d'aménagement de mares, la réalisation de petits périmètres communautaires et la facilitation de l'accès aux intrants ;

- promotion des filières agricoles à haute valeur ajoutée pour lesquelles le Niger a un avantage comparatif principalement l'oignon, le poivron, la gomme arabique et le niébé ;
- promotion des filières animales (viande, lait et œufs) pour l'amélioration de la qualité nutritionnelle des populations et pour l'exportation ;
- gestion durable des ressources naturelles à travers une approche globale, intégrée et participative ainsi que l'aménagement des écosystèmes et la gestion des terroirs ;
- mise en place d'une stratégie adaptée de prévention et de gestion des crises alimentaires et des catastrophes.

***L'initiative 3N sera mise en œuvre suivant les principes et actions suivants :***

- intervention de l'Etat pour créer les conditions favorables au développement rural ;
- approche participative et développement de partenariat ;
- promotion de l'initiative privée ;
- inscription des actions au processus de décentralisation ;
- prise en compte de l'intégration régionale.

### **2.3. Les Axes prioritaires d'investissement**

Le plan d'investissement comprendra les axes prioritaires d'investissement suivants :

- ***amélioration de la productivité des cultures pluviales et leur valorisation : le PNDS-Tarayya encouragera la création de pôles de production spécifiques et adaptés aux potentialités agro-écologiques et économiques des systèmes de production.*** A cet effet, une amélioration de 30% par an des niveaux actuels de rendement des cultures en pluviale sera visée. Ainsi, le niveau de production céréalière brute annuelle passerait de 3 millions à 5 millions de tonnes. Le PNDS-Tarayya privilégiera par ailleurs la mise en place d'un système de production et de distribution des semences ; l'organisation, l'encadrement et la structuration des producteurs et productrices ; la mise en place d'un système adapté de subvention aux intrants ; la création de fonds de sécurisation des producteurs ;
- ***développement du secteur de l'élevage : l'objectif visé à terme est l'augmentation des disponibilités en produits animaux (lait et viande).*** Pour y parvenir, le PNDS-Tarayya mettra en œuvre les actions suivantes : l'amélioration de l'alimentation du cheptel par l'aménagement et la sécurisation

des espaces pastoraux ; la valorisation des résidus de cultures pour la production d'aliments pour bétail ; la création de 1000 puits pastoraux par an ; l'amélioration de la maîtrise de la santé animale ; l'accroissement et la diversification des productions animales notamment par la promotion d'exploitations familiales modernes à travers l'installation d'au moins 100 fermes modernes par an, ainsi que la réhabilitation et la construction d'abattoirs modernes, notamment le long de la frontière du Nigéria, pour faciliter l'exportation de la viande ; l'amélioration du taux moyen annuel d'exploitation du cheptel pour le porter à 20% ;

- **développement de l'irrigation : l'objectif est d'exploiter au mieux l'énorme potentiel national en terres irrigables, après la construction du barrage de Kandadji pour accélérer la réalisation de la sécurité alimentaire.** Pour atteindre cet objectif, le PNDS-Tarayya focalisera son action sur :

- la réhabilitation de 9700 Ha d'aménagements hydro-agricoles (AHA) existants ;
- l'irrigation de 40 000 Ha de terres nouvelles par la construction de 15 000 ha de nouveaux périmètres, principalement orientés vers la production de riz, de sorgho, du sucre et des cultures de rente (oignon, poivron), la promotion de la petite irrigation par la mise en valeur de 15 000 ha de nouvelles superficies, la promotion de la grande et moyenne irrigation privée en vue de réaliser au moins 10 000Ha ;
- l'exploitation intensive de 30 000 Ha par an pour la production de maïs, oignon, poivron, fruits et légumes ;
- la mise en culture de 50 000 Ha de cultures de décrue pour une production orientée principalement vers les tubercules (manioc, patate douce) et le niébé (dologique) ;
- la construction de petites retenues et seuils d'épandage avec l'objectif de réaliser 70 retenues ou mares artificielles et 70 seuils d'épandage par an, soit un total de 700 ouvrages à la fin de la première phase (2015).

En outre, le PNDS-Tarayya encouragera les jeunes diplômés à créer des entreprises agricoles individuelles ou collectives. Le soutien aux jeunes se fera à travers la facilitation d'accès à la terre et au financement (crédit et subventions) ;

- **gestion durable des ressources naturelles : l'accent sera mis sur la gestion durable des écosystèmes et les changements climatiques. Le PNDS-Tarayya va entreprendre un ensemble d'actions pour assurer la**

***durabilité de la base productive de l'agriculture.*** Il s'agit de la récupération des terres dégradées ; du reboisement ; de la lutte contre les feux de brousse et les espèces envahissantes ; de l'aménagement des forêts et des pêcheries et de la protection de la faune ; des programmes d'adaptation aux changements climatiques ; de la valorisation des produits forestiers non ligneux etc ;

- ***redynamisation de la recherche agricole : le PNDS-Tarayya mettra l'accent sur la valorisation des résultats de la recherche actuellement disponibles dans tous les domaines.*** Il s'agit du renforcement des capacités des institutions nationales de recherches agricoles en ressources humaines et infrastructures ; du transfert des technologies diffusables ; de la mise au point de nouvelles technologies de production qui répondent mieux aux demandes des utilisateurs ;
- ***prévention et gestion des crises alimentaires et lutte contre la malnutrition : le PNDS mettra tout en œuvre pour accroître la capacité d'anticipation des crises et assurer une gestion efficace en cas de crise,*** par l'amélioration de la coordination de la conception et des réponses à apporter à la crise à travers une meilleure articulation entre les quatre niveaux d'intervention : prévention, atténuation, urgence, post-urgence ou réhabilitation ; l'amélioration de la capacité d'anticipation des crises ; le renforcement du rôle des communes et des communautés de base dans la gestion des crises alimentaires. Le Parti va prendre en compte le processus de décentralisation et les communes pour repenser le cadre institutionnel des interventions et des réponses aux crises, mais aussi la revalorisation du stock de sécurité à 150 000 tonnes dont 100 000 financier et 50 000 physique ; la généralisation des stockages de proximités (banques céréalières, centres secondaires de stocks de sécurité etc.) ; la généralisation de la mise en place des observatoires de suivi de la sécurité alimentaire et la gestion des catastrophes dans les communes.

***Concernant la lutte contre la malnutrition, le Parti se fixe comme objectif, à terme, de réduire la sous-nutrition aiguë de 20% à moins de 10% chez les enfants de 0 à 5 ans.*** A cet effet il développera les actions suivantes :

- la promotion des aliments riches en micronutriments ;
- le renforcement des capacités nationales pour la prise en charge et la prévention de la malnutrition ;
- le renforcement de la surveillance nutritionnelle ;
- l'amélioration de l'accès à la prise en charge diététique et médicale.

**Pour concrétiser la sécurité alimentaire la banque de crédit agricole en voie de création sera renforcée, afin de garantir le financement de la production et de la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux. Par ailleurs, un KIT d'activités sera mis en place pour chaque commune rurale, village et ménage.**

### Kit pour les Communes rurales

Un magasin de stockage de vivre (de stock de sécurité), un fonds communal de sécurité alimentaire	Au moins 1.000 tonnes de vivres couverture du financement des opérations de warrantage, intrants, petits ruminants, etc.
Une centrale communale d'approvisionnement en intrants (engrais)	2.000 tonnes d'engrais
Un centre d'achat et de commercialisation de produits agricoles	
Une piste rurale de desserte	
Un service vétérinaire de proximité	Mandataires, auxiliaires vétérinaires
Une mutuelle de crédit	
Un centre de formation et d'encadrement des producteurs	
Un centre de réparation et d'entretien du matériel et des ouvrages	
Un observatoire sur la vulnérabilité et l'alerte et la prévention des crises	

### Kit pour les Villages

Une boutique d'intrants	Semences, engrais, pesticides, unités de culture attelée, etc...
Une banque céréalière / une banque d'aliments bétail	Au moins 10 tonnes de céréales, 50 tonnes d'aliments bétail
Un parc de vaccination	
Un centre d'éducation nutritionnel	IEC, Blanket feeding, etc.
Un périmètre irrigué (maraîcher)	5 à 10 ha
Un étang piscicole	
Un ouvrage CES/DRS	5 à 10 ha
Un bosquet de plantes à hautes valeurs nutritives et médicinales	

### Kit pour les Ménages (femmes)

Un kit de petits ruminants et volaille	4 petits ruminants, 5 volailles
Une parcelle de maraichage par femme	200 à 300 m <sup>2</sup>

### **III. DE L'HYDRAULIQUE URBAINE, RURALE ET DE L'ASSAINISSEMENT**

Des progrès indéniables ont été réalisés au cours des dernières années dans ce domaine. Ainsi, au 31 décembre 2009 le taux d'accès en zone urbaine s'est établi à 64%. En zone rurale le taux de couverture est estimé à 75%, pour un taux d'accès de 48%, en raison de la forte proportion du taux de panne de l'ordre de 20%. En matière d'assainissement, 79% de la population urbaine dispose de latrine contre seulement 7% en zone rurale.

Tenant compte des initiatives internationales en matière d'alimentation en eau potable le PNDS-Tarayya ambitionne d'apporter une réponse appropriée afin de mettre la population à l'abri de maladies diverses, notamment hydriques, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

***Le programme du Parti sera articulé autour des principes fondamentaux suivants, identifiés dans les différents programmes nationaux :***

- une croissance continue de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement sur l'ensemble du territoire national ;
- la réduction des disparités en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ;
- le renforcement de la pérennité des services d'alimentation en eau potable, tant en milieu urbain, tenant compte de l'équilibre financier, qu'en milieu rural, en vue du renouvellement du patrimoine, de la réhabilitation, de l'appui-conseil au service public de l'eau ;
- la responsabilisation des bénéficiaires par l'application de la politique de recouvrement des coûts en matière d'alimentation en eau potable, et par la promotion de l'hygiène et de l'investissement privé pour l'assainissement individuel.

Le Parti visera sur cette base les objectifs ci-après :

***Dans le domaine de l'hydraulique urbaine :***

- l'amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- l'intégration de 40 nouveaux centres urbains dans le périmètre concédé ;
- la pérennisation et l'amélioration de la qualité du service.

***Dans le domaine de l'hydraulique rurale :***

- l'amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- la réduction des disparités géographiques ;
- la pérennisation du service public de l'eau.

***Dans le domaine de l'assainissement :***

- l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement à travers le changement de comportement ;
- l'incitation à la construction de latrines familiales par la conduite d'actions de démonstration en accordant la priorité aux populations les plus vulnérables ;
- le développement des capacités des communes et du secteur privé.

## **IV. DU DEVELOPPEMENT DES SERVICES**

### **4.1. Du transport et du transit**

Le Niger, pays vaste et enclavé est également un carrefour potentiel de corridors de transit et de transport international. Mais en dépit du caractère stratégique des transports, le secteur traverse des problèmes structurels et organisationnels, gérés au quotidien sans une vision prospective réelle. De plus, les règles concurrentielles sont mal définies. D'une manière générale le système actuel des transports et de transit ne répond pas aux attentes du pays en termes d'efficacité (délai, régularité, sécurité et coût).

Le transport routier draine plus de 90% du trafic tout mode de transport confondu. Nonobstant les progrès enregistrés pour le transport des personnes, le transport routier est caractérisé par : le déséquilibre structurel entre le trafic à l'importation et le trafic à l'exportation ; l'inadéquation entre l'offre et la demande ; la vétusté du parc automobile de transport des marchandises ; la faible rentabilité des entreprises de transport ; l'insécurité routière et la mauvaise qualité des prestations ; l'insuffisance de la qualification professionnelle des opérateurs.

Quand au transport aérien, sa problématique réside dans la mauvaise desserte du pays en raison du coût élevé de ce mode de transport aérien par rapport au pouvoir d'achat de la population, de la faiblesse du trafic, du vieillissement des infrastructures, du non respect des normes en matière de sécurité et de sûreté.

Le transport fluvial reste toujours localisé, saisonnier et artisanal. Les conditions de navigabilité du fleuve Niger exigent une politique commune et volontariste des pays riverains en raison de l'importance des investissements préalables et des contraintes environnementales et agricoles.

Le transport ferroviaire est géré par l'OCBN, copropriété du Bénin et du Niger, qui exploite une ligne de chemin de fer reliant Cotonou à Parakou. La concurrence routière et la mauvaise gestion ont entraîné une baisse drastique du trafic relevant de ce réseau qui se trouve aujourd'hui confronté à de graves problèmes financiers et matériels, allant jusqu'à mettre en cause sa pérennité. Le processus de mise en concession engagé en 1999 n'est pas encore finalisé faute de partenaire privé crédible. L'avenir de ce réseau ferroviaire long de quatre cent trente huit (438) km ne peut être envisagé qu'à travers son prolongement jusqu'au Niger dans un cadre économique et institutionnel adapté.

Le Niger ne possédant pas de façade maritime, ce mode de transport, prolongement de la route, échappe à son contrôle, mais il doit cependant être intégré dans toutes les stratégies d'acheminement des marchandises particulièrement en termes de transport multimodal et de compétitivité des différentes voies de désenclavement externe.

Au regard de ces contraintes et de la nécessité de relancer le secteur des transports, facteur essentiel pour l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale et eu égard à l'ambition de faire du Niger un pays de transit, ***le PNDS-Tarayya entend mener une nouvelle politique de transport et de transit qui prend en compte la coordination des différents modes de transport, ainsi que le désenclavement interne et externe.***

***Aussi, le PNDS-Tarayya se fixe-t-il les objectifs suivants :***

- baisser les coûts de transport terrestres et aériens en vue de stabiliser et réduire les coûts ;
- améliorer la qualité des prestations ;
- assurer la sécurité des biens et des personnes se traduisant par une baisse de 20% des accidents.

***Pour atteindre ces objectifs, le Parti travaillera sur les principaux axes stratégiques que sont la modernisation du système et la diversification de l'offre de transport.***

La modernisation sera engagée à travers :

- l'élaboration d'une nouvelle stratégie de transport intégrant la coordination et la définition des rôles de tous les modes de transport ;
- l'élaboration d'un programme national de sécurité routière et la création d'une agence dans ce domaine ;
- la mise aux normes des dispositifs de sécurité et la sûreté des aéroports internationaux ;
- la mise en place d'un cadre permanent de partenariat entre les acteurs nationaux et internationaux, publics et privés ;
- le renforcement du rôle de régulation de l'Etat ;
- la réforme de la fiscalité pétrolière.

La diversification de l'offre de transport se fera par :

- le prolongement des chemins de fer Benin-Niger, Abidjan-Niger jusqu'à Arlit ;
- la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport et de transit (port sec, terminal à conteneur, aéroport international) ;
- le renouvellement du parc automobile de transport public, par l'acquisition de 600 véhicules nouveaux par an financée sur garantie de l'Etat ;
- la promotion des sociétés de transport public ;
- le soutien aux jeunes diplômés par la création d'entreprises de transport et de transit ;
- la proposition d'une politique commune au niveau sous régional pour améliorer sensiblement le développement des activités touristiques et la création d'une compagnie de transport aérien ;
- la promotion d'une compagnie nationale pour les vols domestiques ;
- la promotion des moyens intermédiaires de transport en milieu rural et du transport collectif dans les zones urbaines ;
- la suppression de toutes les entraves à la fluidité du trafic.

## **4.2. Du tourisme et de l'hôtellerie**

Longtemps marginalisées, ces activités souffrent d'un manque d'innovation, de la vétusté et de l'insuffisance des infrastructures. Or, chacune des huit (8) régions du territoire renferme des richesses culturelles, fauniques, historiques, archéologiques et de magnifiques sites touristiques, notamment la culture riche et variée du pays ; les déserts du Ténéré, de Termit et du Tal ; les gravures et peintures rupestres ; le cimetière des dinosaures et le sanctuaire des Addax ; les derniers spécimens des girafes de l'Afrique de l'Ouest en liberté ; l'artisanat séculaire qui véhicule les traditions et les modes de vie des populations.

*C'est pourquoi le PNDS-Tarayya entend dorénavant les valoriser en raison de leurs énormes potentialités et des opportunités de création d'emplois qu'elles offrent.* A cet effet, le Parti engagera les actions suivantes :

- la recherche et l'aménagement de nouveaux sites touristiques, ainsi que la création de conditions de compétitivité de l'industrie touristique ;
- la diversification, le développement et la promotion des produits touristiques nigériens (tourisme social, tourisme culturel, l'écotourisme, etc.) en adéquation avec nos valeurs culturelles ;
- la construction et la réhabilitation des infrastructures touristiques et hôtelières répondant aux besoins d'une demande de plus en plus exigeante ;
- la promotion du tourisme de luxe et d'affaires ;
- la vulgarisation des sites touristiques et la promotion de l'artisanat par les attachés commerciaux des Ambassades ;
- la mise en place d'un programme de formation pour accroître le professionnalisme du personnel du secteur ;
- la mise en place d'un mécanisme adéquat de financement pour la réhabilitation et l'expansion des structures d'hébergement, ainsi que pour le renouvellement du parc automobile ;
- l'appui et l'accompagnement des mutuelles d'épargne et de crédit, afin qu'elles soutiennent les femmes restauratrices et les jeunes qui souhaitent embrasser la profession.

## **4.3. De l'Artisanat et des micros et petites entreprises**

La micro et petite entreprise artisanale occupe une place prépondérante dans l'économie nigérienne. Les micros et petites entreprises artisanales sont estimées à 432.822 en 2001 contre 135.000 en 1990 ; ces dernières employaient environ 600.000 personnes

en 2001, avec une croissance de 2,5% au cours de la décennie 1980, soit 2 fois plus que celle du secteur secondaire. Elles ont produit 200 milliards de F CFA contre 270 milliards pour le secteur moderne.

***Pour toutes ces raisons le PNDS-Tarayya veut faire du secteur de l'artisanat un véhicule privilégié de croissance économique et de développement. A cet égard, un accent particulier sera mis sur la capacité à générer un développement endogène par une classification rigoureuse du secteur.*** La politique du Parti sera axée sur :

- la mise en place d'un financement adéquat;
- la formation à travers la récupération des recalés de l'enseignement primaire et moyen ;
- la simplification de la fiscalité et son adaptation aux besoins des artisans ;
- le renforcement des structures d'encadrement accompagné du développement du système associatif ;
- la mise à la disposition des artisans de technologies adaptées et innovantes ;
- le soutien constant pour l'approvisionnement et la commercialisation des produits sur les marchés extérieurs porteurs.

Par ailleurs, les femmes seront spécifiquement soutenues et encouragées par des mesures appropriées négociées avec elles, à travers leur structure le Salon de la Femme (SAFEM).

#### **4.4. Des nouvelles technologies de l'information et de la communication**

Les TIC couvrent l'ensemble des outils et techniques résultant de la convergence des télécommunications, de l'informatique et des technologies de la communication (téléphone, radio, télévision, presse écrite) ayant comme point commun l'utilisation des données numériques.

Ce secteur offre des atouts majeurs en dépit des pesanteurs qui obèrent les initiatives prises pour assurer son développement. Au titre des atouts il y'a : l'installation des opérateurs du mobile, ce qui a contribué à améliorer la densité téléphonique fixe et mobile de 2,2% en 2005 à 15% en 2008 ; le taux important de possession des postes récepteurs radios par la population; le développement des médias publics, privés et communautaires ; l'existence d'une Autorité de Régulation Multisectorielle (ARM) ; l'existence d'un Conseil Supérieur de la Communication ; l'existence de la loi portant régime de presse ; l'existence d'écoles de formation (IAI, IFTIC, CFPT).

***Le programme actuel des TIC ambitionne de favoriser l'accès du plus grand nombre à l'information et au savoir.*** A ce titre, il aura des effets d'entraînement considérables notamment pour les secteurs prioritaires de l'éducation, de la santé, de l'environnement, etc. Il constitue ainsi un levier important de croissance économique et social et pour la bonne gouvernance. Par ailleurs, ce programme est intéressant en ce qu'il dispose d'un paquet de services sous forme de Centres de Communication pour le Développement (CCD) pour chaque village ayant un CSI ou un CEG.

Dans le domaine de l'information les activités majeures suivantes seront réalisées :

- la modernisation des infrastructures de l'ORTN et de l'ANP ;
- la suppression des zones d'ombre pour améliorer la couverture radio et TV ;
- l'installation de matériel de diffusion de qualité dans l'ensemble des chefs lieux des régions du pays;
- la dotation de l'ensemble des départements de radios et la création de cinquante radios communautaires pour améliorer le taux d'écoute ;
- la redynamisation du fonctionnement des bureaux de postes existants et la création d'un bureau de poste dans les chefs-lieux de départements non pourvus.

## **V. DU DEVELOPPEMENT DES SECTEURS MINIER, INDUSTRIEL ET ENERGETIQUE**

### **5.1. Du secteur minier**

Le secteur minier qui jouait un rôle important dans l'économie nationale a traversé une longue période de crise. La reprise des cours des différents métaux sur le marché international permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

Les mines ont constitué la charpente de l'économie nigérienne depuis le début de l'exploitation de l'uranium en 1968, ponctuée de périodes difficiles. A ce titre le PNDS-Tarayya prendra toutes les dispositions efficaces nécessaires pour optimiser la plus value de ce secteur qui a tant souffert de la politique jusque-là menée en raison d'insuffisances de vision politique et de ressources humaines, tant en qualité qu'en quantité.

Pour lui permettre d'assumer efficacement ses options, la politique minière du PNDS-Tarayya reposera sur les axes stratégiques suivants :

- ***le renforcement du rôle de l'Etat comme régulateur d'abord du secteur minier et comme catalyseur ensuite de l'investissement privé,***

- **la définition de priorités dans les interventions relativement aux substances minérales et aux provinces métallo géniques, afin de garantir un développement minier durable.**

Aussi le parti se fixe t-il les objectifs suivants :

- **Diversifier la production minérale par l'intensification de la recherche, la promotion minière, le développement minier,**
- **Améliorer l'environnement institutionnel de l'investissement privé pour lui permettre d'assumer efficacement les options du Parti.**

Pour atteindre ces objectifs le PNDS veillera à la mise en œuvre des mesures ci-après :

**La réalisation de la cartographie minière du pays** à une échelle adéquate pour 50% au moins du territoire contre 10% actuellement,

**La révision du cadre institutionnel et fisco-légal et la création d'externalités :** dans ce cadre, un Forum International sur la Promotion et le Développement des Mines sera organisé périodiquement. Les activités minières sont généralement capitalistiques ; elles comportent également des risques importants. Pour attirer davantage d'investisseurs, le PNDS-Tarayya s'engage à créer un cadre institutionnel et légal qui permettra d'assurer sa compétitivité. La réalisation d'infrastructures de communication : routes, transports ferroviaires et fluviaux et la réduction du coût de l'énergie ainsi que la formation d'un personnel de qualité constitueront autant de facteurs incitatifs pour les investisseurs.

**La diversification de la production minière** pour maintenir la performance des unités actuelles. De même le suivi continu de l'évolution de la filière Uranium sera assuré afin de garantir et pérenniser sa compétitivité. Les efforts de redressement et de diversification de la SONICHAR seront également poursuivis. SONICHAR mettra en œuvre un programme d'amélioration de ses réserves et sera chargée du leadership du pilotage de l'exploitation du charbon de Salkadamma dans la région de Tahoua au cours de ce mandat. Il s'agit de réduire la dépendance énergétique du pays vis à vis de l'extérieur et contribuer à la lutte contre la désertification et à l'allègement des tâches des femmes particulièrement en milieu rural. En plus de l'exploitation de l'uranium et du charbon, la Société des Mines du Liptako (SML) bénéficiera d'attentions particulières pour servir d'amorce au développement d'autres sociétés d'exploitation d'or. Enfin, l'intensification de la recherche minière doit aboutir à la création de nouveau pôles miniers régionaux (Pôles Liptako, Ader Douchi et Aïr) par la mise en valeur des substances à forte valeur marchande (or, argent, etc.). Pour faire face à la demande en intrants agricoles une étude de faisabilité sur la mise en valeur des phosphates du Liptako et de Tahoua sera réalisée.

***Le développement et le renforcement des activités des mines à petite échelle et des carrières.*** Le parti s'investira dans l'exploitation des mines à petite échelle et des carrières (cassitérite, colombo, tantalite, gypse, matériaux de construction, etc.) afin de lutter contre la pauvreté par la création d'emploi et garantir des ressources supplémentaires pour les opérateurs économiques, les populations locales et l'Etat. En particulier, il sera étudié la faisabilité de l'augmentation de la capacité de production du ciment.

***Le renforcement des outils de mise en œuvre de la politique,*** en particulier le démarrage des activités du centre de recherche géologique et minière créé récemment.

***La valorisation des matières premières :*** le PNDS-Tarayya s'engage à créer les conditions de transformation la plus poussée possible des substances minérales. Il s'engage également à se battre contre l'échange inégal, notamment au sein des instances de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Le commerce équitable, y sera son cheval de bataille.

## **5.2. Du secteur industriel**

Alors qu'il constituait une fierté pour le Niger au cours des décennies 1960 et 1970, le secteur industriel n'est aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Composé de 69 unités concentrées pour la plupart à Niamey (80%), le secteur représente seulement 8,57% du PIB pour près de 1400 emplois créés.

Les industries nigériennes sont confrontées à des difficultés majeures telles que le coût élevé de l'énergie ; la fraude qui inonde les marchés de produits de qualité médiocre ; la fiscalité qui exerce une forte pression sur le secteur formel ; le coût élevé du transport ; le financement de l'économie mal assuré ; la mauvaise insertion dans l'environnement régional et mondial ; le risque pays qui obère les charges financières ; l'importation tous azimuts de produits industriels finis, constituant un frein au développement des industries locales ; les délais trop longs pour la création d'entreprise et l'obtention de l'agrément pour le bénéfice des avantages du code des investissements ; la faiblesse et l'inadaptation du cadre juridique ; l'insuffisance de ressources appropriées pour le financement de l'investissement industriel ; la préférence accordée aux activités d'import-export par les opérateurs économiques nationaux.

***Le PNDS-Tarayya affirme sa volonté de sauvegarder toutes les unités industrielles existantes et d'aider à l'émergence de nouvelles unités tout en veillant à :***

- donner la priorité aux industries de transformation des produits agro-pastoraux ;

- favoriser les industries pharmaceutiques et des matériaux de construction ;
- favoriser l'implantation des unités dans les différentes régions du pays, selon leurs avantages comparatifs, en vue de contribuer à leur développement ;
- créer les conditions pour inciter la création de nouvelles industries, promouvoir l'emploi ;
- mettre en place des financements appropriés en faveur des jeunes de manière à en faire des véritables capitaines d'industrie ;
- créer les conditions du renforcement de la compétitivité globale de l'économie nigérienne et la cohérence des politiques.

De plus, dans un cadre communautaire tel que l'UEMOA, la CEDEAO, la CEN-SAD, le Parti proposera une politique commune d'aménagement du territoire qui permettra de rendre plus attractifs des pays continentaux comme le notre.

### 5.3. Du secteur énergétique

L'énergie, en tant que secteur structurant, est au cœur du développement de tout pays car c'est un paramètre essentiel de l'activité économique et de l'essor social. Malgré la grande diversité et l'importance du potentiel énergétique disponible, le monde entier, particulièrement l'Afrique, fait face à des crises réelles qui incitent à s'interroger sur la pertinence des politiques jusque là mises en œuvre.

Au Niger, la situation énergétique est marquée, malgré l'abondance des sources, par un taux d'accès à l'énergie électrique de 12%, alors que les objectifs du millénaire pour le développement fixait ce taux à 65% en 2015 tandis que le partenariat Afrique – Union Européenne retenait 50% en 2012 (cf. : Conférence des Ministres en charge de l'énergie – Vienne, Septembre 2010).

Une telle situation impose, pour les prochaines décennies, une quasi révolution dans l'élaboration de la politique sectorielle énergétique du pays, tant en matière de stimulation de la production que des usages. ***C'est pourquoi la politique énergétique du PNDS-Tarayya pour la période 2011-2015 visera à stimuler la production et l'utilisation rationnelle de l'énergie, afin d'assurer la croissance économique et le bien-être des citoyens, dans le respect des exigences de l'environnement pour un développement durable. A cette fin, la politique énergétique s'articulera autour des principaux axes suivants :***

### **5.3.1 Sécurisation de l'approvisionnement du pays en énergie**

A court terme :

- la réhabilitation des infrastructures énergétiques existantes (centrales NIGELEC et SONICHAR) ;
- la poursuite de l'exploitation du pétrole afin de réduire les coûts de l'énergie et améliorer la balance des paiements ;
- la mise en place d'un programme d'efficacité énergétique (création d'une Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie) ;
- l'inventaire de tout le potentiel énergétique national sous toutes ses formes (solaire : 700 kWh/m<sup>2</sup>, éolien : 2,5 à 5 m/s à 10 m du sol jusqu'à 10 m/s à 150 m au dessus du sol, hydroélectrique : Niger, Mékrou, Tapoa, etc., thermique : gisements pétrolifères et charbonniers, nucléaire : gisements uranifères, biomasse) ;
- la définition d'un schéma stratégique de valorisation de ces ressources énergétiques pour la satisfaction durable de la demande avec comme vision la substitution aux combustibles fossiles et ligneux très précaires, à savoir l'exploitation de l'énergie nucléaire au niveau sous régional (CEDEAO/ UEMOA) ;
- la mise en place d'un mécanisme d'approvisionnements réguliers du pays en produits pétroliers pour accroître la durée du stock de sécurité ;
- le développement de la coopération et du partenariat avec les pays voisins en matière des interconnexions électriques transfrontalières.

*A moyen terme :*

- le développement de l'électronucléaire civil ;
- la réalisation du gazoduc TSGP (Transaharian Gaz Pipeline) Nigéria – Niger – Algérie – Europe ;
- la concrétisation du projet Salkadamna (200 MW et 100 000 tonnes de charbon domestiques) ;
- la consolidation du réseau national de transport d'énergie électrique à très haute tension.

### **5.3.2 L'accessibilité aux services énergétiques modernes durables par tous les citoyens**

Les actions à mener sont :

- la réforme du secteur par l'élaboration d'un dispositif plus attractif et incitatif au financement des investissements (partenariat Public – Privé) par la révision du cadre législatif et réglementaire du secteur de l'énergie (Code de l'électricité, Code minier, Code pétrolier, ... ) ;
- la promotion et la vulgarisation des formes modernes de l'énergie (gaz, pétrole, charbon minéral carbonisé, électricité) ;
- la réduction des coûts d'acquisition d'équipement énergétique (subvention de matériel, exonération de droits de douanes, minoration de TVA, etc.) ;
- l'adoption d'un cadre législatif et réglementaire incitatif et attractif, afin d'intéresser le secteur privé ;
- la création d'une Agence d'électrification rurale ;
- la réduction de 50% du coût de branchement BT ;
- le raccordement de toutes les écoles et de tous les centres de santé au réseau d'électricité ;
- la mise en place d'un mécanisme de subvention permettant d'assurer l'accès à l'électricité à un prix abordable en milieu périurbain et rural ;
- l'électrification d'au moins 100 villages par an par extension du réseau ou par installation de groupes électrogènes ;
- l'électrification d'au moins 100 villages par an par kits solaires ;
- la dotation de tous les villages de plus de 1000 habitants en équipements en force motrice ;
- l'équipement de tous les chefs lieux de département et de commune en infrastructures de distribution de produits et équipements de substitution du bois énergie à l'horizon 2015.

### **5.3.3 La valorisation des ressources énergétiques nationales et la promotion de l'efficacité énergétique par :**

- la mise en place de la Commission de l'Energie en vue de réguler et gérer l'utilisation des ressources énergétiques au niveau national ;

- la promotion des énergies renouvelables afin de rehausser leur contribution de moins de 1% en 2010 à 3 % à l'horizon 2015 ;
- le renforcement de la prospection minière et géologique pour identifier d'autres gisements de ressources énergétiques (charbon minéral, pétrole, uranium, etc) ;
- la production à l'échelle industrielle du charbon minéral carbonisé (au moins 200 000 tonnes de briquettes de charbon minéral par an).

#### **5.3.4 La préservation de l'environnement**

Il s'agit de la limitation d'une part de l'utilisation des combustibles ligneux par la substitution du charbon minéral carbonisé et des briquettes de biomasse, comme la jacinthe d'eau et d'autre part de la lutte contre les déchets ménagers et plastiques pour fins de production du méthane et de l'électricité à petite échelle (Programmes de Recherche dans les Universités).

## **VI. DU COMMERCE**

Le volume des échanges commerciaux du Niger avec l'extérieur qui reste relativement insignifiant est soumis aux contraintes de la mondialisation à travers les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et aux exigences de l'intégration régionale au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

***Le PNDS-Tarayya se fixe pour objectif dans ce domaine la conquête des marchés intérieur et extérieur pour les produits nigériens. Aussi envisage t-il les mesures suivantes :***

- le soutien aux jeunes diplômés pour la création d'entreprises commerciales ;
- la diversification et l'augmentation de la production agricole, pastorale, industrielle et artisanale dans lesquelles le Niger dispose d'un avantage concurrentiel certain ;
- l'introduction des normes de production des biens et des services ;
- la généralisation de la démarche qualité ;
- l'accréditation des laboratoires d'analyse, de test et d'essai ;

- la certification des entreprises et des produits ;
- la modernisation et la desserte efficace des marchés d'une certaine ampleur ;
- la création de zones franches ;
- la promotion soutenue des exportations par l'exploitation des potentialités et des opportunités liées à notre appartenance aux organisations sous régionales et celles offertes par le marché du Nigeria.

En ce qui concerne le commerce intérieur, le parti veillera plus particulièrement à la protection effective des consommateurs et à la disponibilité des produits de grande consommation tout en maîtrisant l'évolution de leur prix. De même, le contrôle des poids et mesures sera renforcé.

La compétitivité et le développement des activités de transport, de commerce, du tourisme, de l'hôtellerie ne seront effectifs qu'avec l'utilisation efficace des services de communication, un facteur de production en pleine mutation technologique.

***Avec ce programme le parti veut répondre au défi de la modernisation et faire du Niger une place internationale des services.***

## **VII. DE LA CONSOMMATION DES MENAGES**

Les inégalités dans les revenus ont une incidence négative sur la croissance de la demande de consommation des ménages, donc sur la croissance économique. Par conséquent, la lutte contre les inégalités n'est pas simplement une question morale ; elle est une nécessité du développement économique.

D'après les chiffres du dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement dans le monde, notre pays a l'un des indices mesurant les inégalités (indice de Gini) le plus élevé. Par ailleurs, toujours selon le même rapport, son classement à l'avant dernier rang mondial sur la base de l'indice du développement humain est plus défavorable que son classement selon le PIB. Cela est la preuve que la richesse qu'il crée est mal répartie.

***La crise économique que vit notre pays est avant tout une crise de sous consommation. Aussi, pour soutenir la croissance économique, le PNDS-Tarayya se fixe t-il pour objectif la mise en place d'une politique de revenus favorable aux couches sociales les plus défavorisées.***

L'écrasante majorité de la population vivant en milieu rural, la priorité sera d'accroître les revenus des producteurs ruraux par le moyen d'une politique de prix aux producteurs. Cela suppose une lutte implacable contre les intermédiaires qui volent aussi bien les producteurs que les consommateurs en achetant les produits à un prix très bas et en les revendant à des prix élevés.

Par ailleurs, plus de 63% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, la lutte contre cette dernière, non pas seulement sa réduction pour la rendre plus supportable aux pauvres, impulsera sensiblement la consommation et par voie de conséquence la croissance économique.

Il est indispensable d'accroître les revenus des fonctionnaires dont les salaires nominaux ont été réduits de près de 30% et les salaires réels dans une proportion encore plus grande. Il va sans dire que cela suppose un accroissement des recettes fiscales.

***Une politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées qui ne tiendrait pas compte de la nécessité d'une véritable couverture sociale de la population serait incomplète. Aussi, le PNDS-Tarayya se propose t-il d'étudier et de mettre en œuvre une couverture sociale universelle.***

Car, une politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées et en vue de créer une classe moyenne permet de consommer des produits nationaux évitant ainsi d'exporter les effets de la croissance à l'extérieur.

## **VIII. DES INFRASTRUCTURES**

L'enclavement intérieur et extérieur, la dégradation du réseau routier, la faiblesse des infrastructures énergétiques et de télécommunications sont des facteurs limitant les performances de notre économie. ***C'est pourquoi le PNDS se fixe comme objectifs de réaliser un vaste programme de renforcement, de diversification et de modernisation des infrastructures en vue de soutenir ses ambitions en matière de développement économique.*** De préférence, ce vaste programme doit s'inscrire dans un cadre communautaire (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD etc...).

### **8.1. Des infrastructures routières et fluviales**

L'enclavement du pays, l'immensité du territoire et la grande dispersion de la population sont autant de facteurs qui contribuent à grever lourdement la vie économique en coûts

de transports. Par ailleurs, l'absence de voie ferrée, l'impossibilité d'utiliser le fleuve Niger en tant que voie navigable régulière, et l'insuffisance des activités aéronautiques font que les transports intérieurs et extérieurs reposent essentiellement sur le transport routier (pour plus de 90 %). Le réseau routier du Niger est constitué de 9.200 km de routes dont 3.760 bitumées et 5.440 en terres auxquelles il faut ajouter plus de 5.400 km de pistes.

Le transport routier constitue incontestablement un important secteur qui a bénéficié d'une relative attention au cours des trois décennies post-indépendance. Notre pays disposait, jusqu'en 1990, du réseau routier le mieux entretenu de la sous région, selon tous les rapports IDA de l'époque.

Malheureusement la vague des privatisations des dix dernières années n'a pas épargné le secteur de l'entretien routier. La conséquence est que le réseau routier national se retrouve aujourd'hui dans un état de délabrement total parce que privé du minimum d'entretien depuis plus de cinq (5) ans. Plus de 53 % des routes en terre et 60 % de routes bitumées sont actuellement dans un mauvais état.

Conscient que toute stratégie de développement doit s'appuyer sur une trame routière qui constitue le réseau de base sur lequel les projets doivent se greffer, ***le PNDS-Tarayya se fixe comme objectif fondamental l'équipement du pays en infrastructures routières adéquates et la garantie qu'il devienne un pays de transit entre le Sénégal et l'Afrique centrale d'une part et entre le golfe de Guinée et le Maghreb d'autre part.*** Pour y parvenir le PNDS-Tarayya envisage :

- de repenser le système d'entretien routier à la lumière de l'expérience désastreuse vécue depuis cinq (5) ans. En particulier le PNDS-Tarayya optera pour la réinstauration du système des équipes d'entretien sur les routes en terre pour assurer l'entretien courant en régie directe ou à travers une agence routière. Cependant l'Etat continuera à recourir au secteur privé pour l'entretien des routes bitumées, l'entretien périodique des routes en terre et la réalisation des ouvrages ;
- de poursuivre la réalisation des liaisons internationales par la mise en œuvre d'un programme d'aménagement en routes bitumées des tronçons restants tels que : la liaison transsaharienne (300 km) Assamaka-Arlit et le tronçon non bitumé Agadez-Zinder, ainsi que la liaison Diffa -frontière du Nigeria. Les opportunités offertes par les organisations régionales et sous régionales seront exploitées ;

- de réaliser la liaison Filingué-Tahoua ;
- d’amorcer la réalisation en route bitumée des liaisons transversales du pays suivant une priorité qui tienne compte de la rentabilité économique et de la position stratégique de chaque tronçon, l’objectif étant d’une part d’impulser les échanges entre la bande Sud à vocation agricole et la bande Nord à vocation pastorale, d’autre part de favoriser l’accès aux marchés du Nigeria, de l’Algérie, du Mali et de la Libye aux zones centrale et septentrionale de notre pays. Ainsi, en sera-t-il des axes Niamey-Ouallam, Madaoua-Bouza-Keïta, Maradi-Dakoro, Tessaoua-Mayahi, Dosso-Loga, Margou-frontière béninoise ;
- de développer les réseaux de pistes rurales sur la base d’un schéma directeur dans le but de favoriser l’écoulement des produits agricoles et amorcer ainsi le cercle vertueux de l’augmentation de la production, de la productivité et de la création de richesses en milieu rural ;
- de diversifier et de renforcer les ouvrages de franchissement du Fleuve Niger et d’améliorer sa navigabilité, y compris son dragage et la réalisation du barrage de Kandaji pour favoriser la mise en valeur des ressources du Liptako.

## **8.2. Des infrastructures ferroviaires**

Le PNDS-Tarayya accordera une priorité particulière à la prolongation jusqu’au Niger des lignes ferroviaires. Les études économiques existantes seront rapidement actualisées afin de dégager un ordre de priorité par rapport aux lignes ferroviaires susceptibles de desservir notre pays, à savoir les lignes Parakou-Dosso-Niamey, Dori-Téra-Niamey, Kaura Namoda-Birnin Konni, etc...

*Pour le PNDS-Tarayya, l’équipement de notre pays en infrastructures ferroviaires constitue une option essentielle.*

Plusieurs projets de chemin de fer traversant le Niger ont été initiés dans le cadre de l’extension et de l’interconnexion des réseaux au niveau sous-régional, régional et continental.

Les projets soutenus par la CEDEAO, l’UEMOA, le NEPAD, les Institutions financières internationales et les partenaires privés en particulier AREVA, pour lesquels les études de pré-faisabilité, techniques, économiques et financières sont achevées ou en cours de réalisation sont ceux identifiés dans la première phase du projet AFRICARAIL.

Ce projet a pour ambition la construction de voies nouvelles entre les chemins de fer existants du Bénin, du Burkina Faso et du Togo en passant par le Niger. Ainsi, le tracé AFRICARAIL comprend les tronçons suivants :

- Parakou - Malanville (Benin) – Gaya-Dosso – Niamey (Niger),
- Kaya - Dori (Burkina Faso) – Téra – Niamey (Niger),
- Lomé – Aného (Togo) – Segbohoulé (Benin).

Le coût de ce projet construction du réseau long de 2000 Km de voie ferrée dont 500 km en territoire nigérien est estimé à 3 milliards de dollar US.

***Les objectifs poursuivis au niveau des pays partenaires sont :***

- la réduction de coût de transport ;
- la viabilité des réseaux existants;
- le désenclavement des régions, la mise en valeur des potentialités agro pastorales, touristiques, industrielles et minières.

Au Niger, ce projet va contribuer à :

- optimiser la mise en valeur des terres irrigables dans le cadre de la construction du barrage de Kandadji ;
- favoriser l'exploitation des gisements de fer de Say ;
- répondre au besoin du trafic généré par la mise en œuvre des projets miniers et industriels.

La deuxième phase du projet AFRICARAIL intègre des projets communs gérés avec la CEDEAO.

Il s'agit notamment de tronçons :

- Kawra Namoda - Sokoto – Dosso-Niamey,
- Kano – Kaya – Niamey,
- Kano –Maradi,
- Ouagadougou – Fada N'Gourma – Niamey.

Les investissements liés à la réalisation de ce réseau long de 1233 km dont 419 km au Niger sont estimés à 4,930 milliards de dollars Us.

D'autres projets ferroviaires non moins ambitieux, prolongements des précédents et ayant les mêmes objectifs ont été identifiés. Il s'agit des tronçons suivants :

- Kaya –Dori –Tera – Niamey – Filingué – Salkdamna – Tahoua –Kaou- Ingall- Immouraren,

- Ouagadougou – Niamey - Filingué – Salkdamna – Tahoua –Kaou- Ingall-Immouraren,
- Parakou - Dosso – Niamey- Filingué – Salkdamna – Tahoua –Kaou- Ingall-Immouraren,
- Dosso-Loga-Filingué,
- Niamey –Dosso –Birni N’Konni- Maradi –Zinder.

En définitive, les décisions de mise en œuvre des différents projets doivent être liées à l’état d’avancement des études à la rentabilité financière, économique des projets, et des opportunités de financement.

Dans la situation actuelle, le projet dont les travaux de conception et recherche de financement sont les plus avancés est le prolongement du chemin de fer Parakou – Niamey.

En effet, les études en cours devraient permettre d’élaborer le dossier d’appel d’offre des travaux de construction Parakou-Dosso et de réhabilitation de la voie Cotonou-Parakou.

A l’issue de cette phase une table ronde des bailleurs de fonds sera organisée avec l’appui technique et financier du NEPAD.

***Le PNDS-Tarayya s’attellera à promouvoir ce projet de grands travaux créateur d’emplois dans le cadre communautaire et à rechercher des partenaires techniques et financières privés et publics.***

### **8.3. Du transport aéronautique**

***Le PNDS entend favoriser :***

- le désenclavement aérien de la capitale et assurer la desserte régulière des villes de l’intérieur par l’intégration ouest africaine au sein de la CEDEAO, l’UEMOA et la CEN-SAD ;
- le renforcement des infrastructures sécuritaires de tous les aéroports. Dans ce cadre, les aéroports internationaux d’Agadez et Zinder seront réhabilités et modernisés pour qu’ils répondent aux exigences des trafics internationaux. Un service de qualité et un meilleur profit pour notre pays seront exigés de l’assistance escale ;
- la multiplication des escales internationales ;
- la création des conditions de compétitivité des lignes intérieures.

Une diplomatie active sera développée en vue de faire aboutir le projet de création d'une compagnie commune aux Etats Ouest Africains.

#### **8.4. De la météorologie nationale**

Les informations météorologiques et climatiques sont des données fondamentales pour le développement socioéconomiques durable et contribuent en même temps à prévenir les catastrophes naturelles et à réduire l'impact du risque climatique.

Le diagnostic du secteur ayant démontré la vétusté des moyens de transmission rapide des données, le PNDS-Tarayya mènera une politique qui permettra la réception des données et des informations du réseau d'observation en temps opportun. Pour se faire il sera procédé :

- Au remplacement des équipements vétustes du réseau d'observation météorologique ;
- À l'équipement de l'ensemble des stations météorologiques opérationnelles de radars météorologiques modernes ;
- A l'allocation de ressources financières suffisantes aux activités des services de la Météorologie Nationale.

#### **8.5. Des infrastructures énergétiques**

Le PNDS-Tarayya poursuivra le programme d'extension et de renforcement des infrastructures énergétiques initié par la Nigelec. Il engagera, avec l'appui éventuel du NEPAD, une politique de diversification de sources d'approvisionnement afin d'assurer au pays une indépendance énergétique à long terme et une réduction des coûts de production et de transport de l'électricité. Il s'agira notamment :

- de la promotion de l'hydro - électricité par la réalisation de barrage de Kandagi ;
- de la réalisation d'une deuxième centrale thermique à charbon dans la région de Tahoua (Salkadamna) ;
- de la promotion de l'utilisation pacifique de l'atome à travers la réalisation de centrales nucléaires de grande taille dans le cadre de la CEDEAO.

Cependant, en attendant que ces objectifs soient atteints, il est nécessaire que l'Etat continue à maintenir sa coopération avec le Nigeria et sa présence dans les secteurs de l'eau, de l'électricité et de l'approvisionnement en produits pétroliers. Ainsi, les outils de mise en œuvre de la politique du secteur énergétique (NIGELEC, SONIDEP, SONICHAR) seront préservés ***avec une présence majoritaire de l'Etat.***

Le développement des interconnexions des réseaux électriques sera poursuivi, par la construction d'une deuxième ligne d'interconnexion 330 KV Birni Kébbi (Nigéria)-Niamey (Niger)-Ouagadougou (Burkina Faso).

La réalisation de cette ligne permettra non seulement de sécuriser l'alimentation électrique de la capitale, mais aussi de rendre viable le projet du barrage de Kandaji en offrant la possibilité d'exportation de l'excédent de production électrique par rapport aux besoins nationaux.

## **IX. DU SECTEUR PRIVE**

***Le PNDS-Tarayya entend promouvoir le secteur privé, car l'expérience montre que le rôle économique de l'Etat doit se limiter aux grands secteurs stratégiques. Aussi le PNDS-Tarayya veillera t-il à :***

- la promotion d'un partenariat entre l'Etat, le privé extérieur et le privé national ;
- l'allègement de la fiscalité ;
- l'assainissement de l'environnement administratif et juridique à travers la simplification et la modernisation des textes et des procédures ;
- la prise en compte des préoccupations du secteur privé dans l'élaboration des politiques et des stratégies ;
- la formation des compétences nationales pour doter les industries et les services de cadres capables de répondre aux exigences d'une production de qualité ;
- la réhabilitation et le renforcement du Centre Nigérien du Commerce Extérieur (CNCE) en ressources humaines compétentes pour la nécessaire animation du secteur privé.

***Le PNDS-Tarayya entend réhabiliter le financement du secteur privé. Ainsi :***

- les banques seront soutenues par des incitations favorisant l'investissement ;
- la modernisation, l'allègement et la simplification du cadre institutionnel et juridique du système de financement seront une priorité ;
- des lignes de crédit et des fonds de garantie à conditions douces, souples et adaptées à chaque secteur seront mis en place ;
- des négociations seront menées avec les Etats membres de l'UEMOA et les banques locales pour obtenir la réduction substantielle des taux d'intérêt appliqués aux financements des investissements productifs ;

- des emprunts obligataires seront périodiquement contractés pour accroître les capacités de soutien de l'Etat aux secteurs productifs ;
- des initiatives seront prises pour encourager les nigériens de l'extérieur à rapatrier leur épargne ; les banques qui s'engageront dans cette opération bénéficieront d'appuis divers ;
- un système de financement de proximité sera développé dans toutes les zones de production. Les caisses d'épargne et de crédit bénéficieront de ressources de financement à des conditions douces. Des lignes de crédit y seront logées par la banque de crédit agricole qui sera créée et le cas échéant les ressources des volets crédits des projets et programmes et de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE) ;
- les relations entre la Banque de Crédit Agricole, la Banque Régionale de Solidarité (BRS) et les Caisses d'Epargne et de Crédit seront consolidées et développées en vue d'accroître et adapter les financements aux besoins de production et de commercialisation de proximité.

***Le PNDS-Tarayya s'investira également dans la réduction des coûts des facteurs à travers :***

- l'amélioration des infrastructures de transport et de télécommunication pour réduire les coûts, faciliter les transferts des intrants, des produits finis et les télécommunications ;
- la réduction des coûts de facteurs tels que l'électricité, le fuel, le transport etc...dont le poids contribue fortement à la faible compétitivité des produits.

***Toutes ces mesures doivent concourir à inverser la tendance actuelle observée dans l'espace UEMOA en matière d'investissement et d'industrialisation, qui place au premier rang les pays disposant d'un débouché sur la mer. C'est le lieu de rappeler encore une fois, que l'adoption d'un code d'investissement communautaire au niveau de l'UEMOA doit avoir pour préalable, l'élaboration d'une politique d'aménagement du territoire de l'union de façon à rendre attractifs les pays de l'hinterland aux investisseurs.***

## X. DE L'INTEGRATION REGIONALE

***Le PNDS Tarayya reste convaincu que l'avenir des pays Africains réside dans une intégration plus poussée de leurs économies au niveau régional puis continental. Cette intégration doit être pensée et mise en œuvre de manière consensuelle et équilibrée en évitant de privilégier les uns au détriment des autres.***

Le Niger renforcera sa présence dans les organisations régionales existantes par une politique appropriée de représentation au plus haut niveau à toutes les instances de décision et de direction de ces organisations. A cet égard, il fera preuve d'initiative et de leadership sur toutes les questions visant à renforcer le processus d'intégration des économies et des peuples de la sous-région. Il tissera avec ses voisins des relations de profonde amitié et de solidarité.

Au niveau de l'UEMOA, organisation dans laquelle le Niger partage une monnaie commune avec 7 autres pays, notre pays militera pour une accélération du processus d'intégration avec une harmonisation plus poussée des politiques budgétaires et fiscales, la levée de toutes les entraves à la libre circulation des personnes et des biens ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sectorielles communes.

Au niveau de la CEN-SAD, le Niger œuvrera pour la création d'un espace économique dynamique et prospère intégrant les Etats du Nord et du Sud du Sahara. Il tirera avantage de sa position charnière pour développer une véritable vocation de pays de transit.

En ce qui concerne la CEDEAO, le PNDS-Tarayya reste convaincu qu'elle demeure le cadre de référence pour l'intégration économique et sociale des pays de l'Afrique de l'Ouest. ***Le Niger contribuera activement à la mise en œuvre et au respect par tous de tous les protocoles signés et ratifiés et soutiendra les initiatives visant à accélérer le processus d'intégration notamment la mise en place d'une monnaie commune et de la politique monétaire de la communauté, la libre circulation des personnes et des biens, l'harmonisation des politiques sectorielles.***

Au niveau continental, le PNDS-Tarayya est favorable au renforcement de la solidarité entre les Etats dans le cadre de l'Union Africaine en vue d'affronter ensemble les nombreux défis qu'impose une globalisation de plus en plus poussée de l'économie mondiale. Dans ce cadre il soutiendra fermement toutes propositions tendant à renforcer ou à reformer pour le meilleur la structure actuelle de l'Union Africaine. De même, le

PNDS-Tarayya fera en sorte que le Niger soutienne et participe à la conception et à la mise en œuvre des projets intégrateurs mettant en commun les efforts et les intérêts de plusieurs Etats Africains, notamment dans le domaine de l'énergie, des infrastructures de transport et de communication, de l'Agriculture, de l'industrie et des Mines. De façon spécifique il partage les idées développées par le NEPAD et mettra tout en œuvre pour la réalisation effective du projet de gazoduc reliant le Nigeria à l'Europe, à travers le Niger et l'Algérie, du projet de la route transsaharienne, du projet d'interconnexion des réseaux électriques ainsi que tous projets communs de production d'énergie électrique d'origine nucléaire, solaire ou hydraulique pour lesquels le Niger dispose de potentiel.

***Conscient du fait que toute politique d'intégration économique comporte des revers en particulier pour les pays dit de la périphérie tels que les pays enclavés et les pays à faible potentiel productif, le PNDS-Tarayya se battra et plaidera pour une prise en compte effective de l'aspect aménagement du territoire dans les politiques d'intégration régionale. Il entend faire prévaloir avec détermination la spécificité du Niger, pays enclavé et désertique.***

## **CHAPITRE III: DES QUESTIONS SOCIALES ET CULTURELLES**

L'objectif de notre Parti dans ce domaine est la scolarisation obligatoire et gratuite pour tous jusqu'à l'âge de 16 ans, ainsi que rehausser à 10% la proportion des bacheliers pour la même génération d'âge. Par ailleurs la part de l'enseignement professionnel et technique sera portée de 8 à 25%.

### **I. DE LA PROBLEMATIQUE POPULATION – DEVELOPPEMENT**

Les ressources humaines sont la richesse la plus sûre et la plus importante d'un pays. Elles constituent aussi son capital le plus précieux. Tous les programmes de développement qui sont élaborés et mis en œuvre sont destinés à améliorer les conditions de vie des générations actuelles et futures. A l'évidence, la question de la responsabilité et de la solidarité intra et inter générationnelles doit guider toute notre démarche politique, tout notre comportement.

Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), la population du Niger est estimée, en 2010, à 15.203.822 habitants, dont 7.609.257 femmes, soit 50,1% et 7.594.505 hommes, soit 49,9%. Au sein de cette population, les moins de 15 ans représentent 51,9% de la population totale, tandis que la tranche de 65 ans et plus ne représente que 2,5%. La population urbaine représente 20,4% contre 79,6% pour la population rurale. Cette population est inégalement répartie sur le territoire national.

Les estimations faites par l'INS lors du troisième (3<sup>ème</sup>) et dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGP/H), réalisé en 2001, indiquent que le taux d'accroissement annuel moyen de la population nigérienne se situe à 3,3%. Ce taux, un des plus élevés actuellement au monde, est la conséquence d'une baisse de la mortalité générale et de la mortalité infantile intervenue progressivement depuis plusieurs années d'une part, et à un maintien de la fécondité à son même niveau depuis plus de 20 ans, d'autre part. L'espérance de vie des nigériens, qui était de 58 ans en 2009, dont 58,9 ans pour les femmes et 57,5 ans pour les hommes, est parmi les plus faibles d'Afrique et du monde.

Si les tendances actuelles se maintiennent, la population du Niger dépassera les 27.000.000 d'habitants en 2025 et les 58.000.000 d'habitants en 2050. Le pays, désertique aux deux tiers de sa superficie et dont les sols sont pauvres et arides doit faire face aux défis de cette démographie galopante.

Pour tenir compte de l'expérience passée de notre pays et de l'histoire des autres peuples dans leur lutte contre la pauvreté et pour leur mieux être, le PNDS TARAYYA se propose de créer les conditions de sa transition démographique en mettant l'accent sur les stratégies d'intervention suivantes :

- l'information et la sensibilisation permanentes des populations sur la situation réelle en matière de population et développement, particulièrement sur l'évolution actuelle de la variable démographique, ses impacts sur les autres variables socioéconomiques et culturelles et sur le véritable défi à relever. Il s'agit, pour améliorer la qualité de vie de la majorité de la population et assurer son mieux être, de maîtriser l'évolution de la population ;
- la mise en œuvre d'une stratégie pertinente en vue d'aborder les questions relatives à la problématique, notamment par une connaissance approfondie des prescriptions de l'islam en matière de population ;
- une politique consensuelle en vue de la maîtrise de la variable démographique ;
- la mise en œuvre à cet effet d'une démarche de sensibilisation inclusive volontariste ;
- le développement de l'Etat civil avec l'enregistrement systématique des mariages, des naissances et des décès. Cette tâche sera dévolue aux communes mises en place dans le cadre du processus de décentralisation ;
- le développement de l'éducation notamment la scolarisation de la jeune fille et l'alphabétisation des femmes. En particulier l'école sera gratuite et obligatoire pour tous jusqu'à l'âge de 16 ans ;
- la promotion, le renforcement et le développement de la santé de la mère et de l'enfant, surtout la santé de la reproduction ;
- une meilleure association des autorités religieuses et traditionnelles au processus de la maîtrise de la variable démographique.

## **II. DE L'EDUCATION**

L'objectif de notre Parti dans ce domaine est la scolarisation obligatoire et gratuite pour tous jusqu'à l'âge de 16 ans ainsi que de porter à 10% la proportion des bacheliers pour une même génération d'âges. Par ailleurs la part de l'enseignement professionnel et technique sera portée de 8% à 25%.

### **2.1. Enseignement de base**

Depuis l'année scolaire 2002-2003, le Niger, avec l'appui des bailleurs de fonds du secteur de l'éducation, met en œuvre un Programme Décennal de Développement de

l'Education (PDDE) pour le cycle de base I. Ce programme est centré autour des trois axes stratégiques suivants :

- la priorité à l'éducation de base, notamment le cycle de base 1 et à l'éducation non formelle ;
- l'accélération de la scolarisation universelle et l'alphabétisation, l'amélioration de la qualité et la pertinence de l'enseignement ainsi que la formation professionnelle et technique ;
- la promotion de l'enseignement scientifique et technologique à tous les niveaux.

L'un des objectifs majeurs retenus par le programme pour réaliser ces options à l'horizon 2013 est l'enseignement primaire universel par l'amélioration de l'accès et l'accessibilité à une éducation de base de qualité.

Après la mise en œuvre des deux premières phases du programme (2003-2007 et 2008-2010), l'évaluation faite par le MEN et les bailleurs de fonds fait ressortir clairement que par rapport à l'objectif sus mentionné les performances enregistrées en termes d'accès sur la période ont été très importantes entre 2007 et 2010. Les effectifs du cycle de base ont enregistré une forte augmentation, passant de 1 235 065 élèves à 1.736.530 élèves. En revanche par rapport à la qualité, les performances sont très faibles. En effet, les statistiques des deux dernières années scolaires donnent un taux d'abandon et d'exclusion de plus de 40% (43,3% en 2008 et 40,3% en 2009) doublé d'un taux de redoublement d'environ 18% (17,7% en 2008 et 17,9% en 2009). En conséquence une forte proportion des élèves admis en 6ème n'a pas le niveau requis pour suivre avec succès les enseignements dispensés.

Au regard de l'état de déliquescence dans lequel se trouve le système éducatif (conditions de travail désastreuses, faible niveau des élèves et fraude aux examens) le PNDS-Tarayya ambitionne de sortir l'éducation de l'abîme dans lequel elle est plongée et en faire le pilier du développement économique et social du Niger.

***Pour toutes ces raisons la politique éducative que le Parti mettra en œuvre visera le développement des facultés de chaque nigérien afin de créer en lui les conditions intellectuelles idoines pour le développement. A cette fin l'accent sera mis sur l'enseignement et la formation professionnelle et technique en lieu et place de la primauté accordée actuellement aux apprentissages cognitifs.***

***Concernant l'éducation de base I le PNDS-Tarayya se fixe comme objectif majeur la scolarisation universelle à l'horizon 2015, conformément aux objectifs***

***du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en mettant l'accent sur la qualité. A cet égard les stratégies ci-dessous seront mise en œuvre :***

- la dépolitisation de la gestion de l'école par la réintroduction du mérite et la sérénité indispensable au travail scolaire ;
- la construction d'au moins 2.500 classes par an pour que toutes les écoles disposent de 6 classes, tout en faisant face aux besoins nouveaux, ainsi que la dotation des écoles en matériels didactiques de qualité et quantité suffisantes ;
- la formation et le recrutement d'au moins 2.500 enseignants compétents par an pour occuper les classes construites ;
- la formation et le recrutement du personnel d'encadrement nécessaire (inspecteurs, conseillers pédagogiques) ;
- la revalorisation de la fonction enseignante par l'amélioration des revenus, à travers notamment la révision de certaines clauses du statut des enseignants contractuels, afin d'améliorer leur conditions de vie et de travail ;
- la mobilisation de tous les acteurs de l'éducation nationaux et extérieurs, afin d'assurer le financement pérenne du système éducatif ;
- l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages par le relèvement du niveau des formateurs des écoles normales ; la révision du mode de recrutement des élèves maîtres ; la révision du contenu et du mode d'évaluation de la formation ;
- la réhabilitation des écoles normales, l'extension de leur capacité d'accueil et leur dotation en moyens supplémentaires ;
- l'enseignement obligatoire de langues nationales.

Quant à l'enseignement du cycle de Base 2 il a payé un lourd tribut pour la carence du pilotage du système. En effet, alors que ce cycle était sous-financé depuis le début des années 1980, une mauvaise lecture des priorités a conduit le gouvernement du Niger à placer l'enseignement du cycle de base 2 au bas de l'échelle de ses priorités. Le résultat est une désarticulation de l'enseignement de base avec des effectifs très importants au primaire et une faible capacité d'accueil au secondaire. Ce dernier est contraint de s'étirer au maximum pour faire face au flux des nouveaux entrants en 6<sup>ème</sup> dont le nombre est passé de 32 679 élèves en octobre 2001 à 87 687 à la rentrée de 2008. Dans l'ensemble, les effectifs du cycle de base 2 sont passés de 107 330 élèves en 2002-2003 à 222 500 élèves en 2008-2009. Cependant, cette augmentation en chiffres absolus n'a pas significativement couvert la population de cette tranche d'âge dont le TBS est de 18% en 2010.

La réponse apportée à la demande croissante a consisté à créer de nouveaux établissements, à construire de nouvelles classes et à recruter de nouveaux enseignants,

le plus souvent sans qualification requise. En 2008-2009 l'effectif du personnel enseignant était de 6 231 dont 86,5% de contractuels et appelés du service civique pour les 459 établissements publics sur un total de 596. La grande majorité des nouveaux établissements se trouve en zones rurales avec des paillotes comme salles de classe (1274). La précarité du cadre de travail et l'impréparation d'une bonne partie des nouveaux entrants au collège expliquent les forts taux d'abandon et d'exclusion observés ces dernières années (43,3% en 2008 et 40,3% en 2009). En prenant en compte les redoublements (17,7% en 2008 et 17,9% en 2009) il se dégage que plus de 50% des produits du cycle de base 1 sont promus sur des bases douteuses.

***Au vue de la contre performance de ce cycle d'enseignement, il est impératif de corriger les déséquilibres provoqués par les politiques extraverties des dernières années. C'est pourquoi le PNDS-TARAYYA ambitionne de mettre en œuvre un programme visant l'amélioration de la qualité tout en prêtant une attention particulière à l'équité autour des objectifs suivants :***

- porter le taux de transition CM2-6<sup>ème</sup> de 55% en 2009 à 63% en 2015 ;
- porter le taux brut de scolarisation au cycle de base 2 de 18% en 2009 à 21% en 2015 ;
- porter le taux brut de scolarisation des filles au cycle de base 2 de 12,9% en 2009 à 19% en 2015 ;
- porter la proportion des effectifs des CEG ruraux de 35% en 2009 à 50% des effectifs totaux du cycle de base 2 en 2015 ;
- porter le taux de survie au cycle de base 2 de 39% en 2009 à 65% en 2015 ;
- réduire le pourcentage des redoublants de 20% en 2009 à 10% en 2015 ;
- porter le taux de réussite au BEPC de 41,5% en 2009 à 70% en 2015.

## **2.2. De la scolarisation de la jeune fille**

Le système éducatif nigérien se caractérise actuellement à tous les niveaux par une disparité entre zones urbaines et zones rurales ; une disparité entre garçons et filles ; l'inadaptation des programmes scolaires. Or la femme, qui représente 50,18% de la population nigérienne, de par son statut social joue un rôle de premier plan dans le développement économique, social et culturel de notre pays.

***Pour intégrer davantage la femme dans le processus de développement, des mesures incitatives seront prises, en vue d'encourager et favoriser la scolarisation de la jeune fille.***

### **2.3. De l'éducation non formelle**

L'éducation non formelle est un cadre non scolaire d'acquisition de l'éducation de base. Elle regroupe l'alphabétisation, l'enseignement coranique et les formations organisées à l'intention des adultes peu ou pas scolarisés.

Le principal problème de l'éducation non formelle réside dans le sous financement de ses activités, en raison du manque de vision politique, mais aussi son traitement comme un appendice de la scolarisation.

***Pour toutes ces raisons le PNDS-TARAYYA œuvrera pour que l'éducation non formelle, longtemps marginalisé, retrouve la place qui devrait être la sienne à travers des mesures appropriées de rééquilibrage du financement de l'éducation au profit de l'enseignement post-primaire et de l'éducation non formelle.***

### **2.4. Cycle moyen**

L'enseignement moyen général, (second cycle du second degré de l'enseignement général) est le deuxième niveau de l'enseignement post primaire. D'une durée de trois (3) ans, ce niveau d'enseignement conduit au baccalauréat et ouvre la voie aux études supérieures.

Il se caractérise par la faiblesse de la couverture, du taux brut de scolarisation (3,6%), de l'offre en éducation, des effectifs élèves, du taux d'achèvement ; l'iniquité entre les sexes ; l'inefficacité interne et externe ; de grandes disparités entre les régions ; l'insuffisance du personnel enseignant en quantité et en qualité, mais aussi des infrastructures d'accueil ; le déficit de financement non étatique.

***Le PNDS-TARAYYA s'assigne comme objectifs de développer une politique éducative d'ensemble cohérente, tenant compte de la corrélation entre les divers ordres d'enseignement. Pour cela, son programme de développement du cycle moyen visera l'amélioration de la qualité tout en prêtant une attention particulière à l'équité, autour des objectifs suivants :***

- porter le taux de transition 3<sup>ème</sup> - seconde de 19,4% en 2009 à 50% en 2015;
- porter le taux brut de scolarisation au cycle moyen général de 3,6 % en 2010 à 10 % en 2015 ;
- porter le taux brut de scolarisation des filles au cycle moyen de 2,2% en 2009 à 7 % en 2015 (afin de réduire la disparité Filles/Garçons) ;
- porter le taux de survie au cycle moyen général de 71,2% en 2009 à 90% en 2015.

Pour réaliser ces objectifs le Parti veillera au rééquilibrage du financement de l'éducation, afin d'affecter davantage de ressources à l'enseignement post-primaire ; au renforcement des établissements en milieu rural pour faciliter la scolarisation et le maintien des filles et des enfants des couches vulnérables à l'école ; à l'implication des COGES/ES et des structures déconcentrées dans la gestion des ressources.

## **2.5. Enseignement supérieur et recherche**

L'enseignement supérieur au Niger figure au rang de dernier de la région en termes d'effectifs d'étudiants, de nombre d'institutions de formation et de recherche mais aussi en terme de niveau de taux d'encadrement. L'absence de vision pour le devenir de notre pays a conduit les responsables politiques des dix dernières années à entraîner l'école nigérienne dans une crise aigüe.

La formation des cadres supérieurs est un impératif pour le développement. Aussi le PNDS-TARAYYA a-t-il pour ambition la promotion de l'Enseignement supérieur afin de permettre de disposer d'une masse critique de cadres supérieurs et de chercheurs de haut niveau.

***Face à cette situation, le PNDS TARAYYA se fait le devoir historique d'apporter des réponses concrètes et durables en vue du sauvetage de l'enseignement supérieur. A cet effet, il s'engage à prendre des mesures urgentes pour restaurer l'enseignement supérieur. Ainsi, il est impérieux de :***

- réviser le cadre institutionnel de l'enseignement supérieur en tenant compte de l'autonomie des universités ;
- faciliter l'accès à l'Université à tous les bacheliers ;
- adapter la formation et la recherche aux besoins du développement ;
- élargir l'offre de formation par la mise en œuvre de la réforme LMD, mais aussi la création de filières professionnalisantes et techniques notamment au niveau des institutions agricoles et pastorales, en vue d'adapter la formation au besoin du développement du pays ;
- asseoir une politique de formation d'une communauté de chercheurs endogènes connectés à la communauté scientifique régionale et internationale en vue de promouvoir les conditions de création de valeur ajoutée et de développement économique et social ;
- réaménager et renforcer la Loi de programmation en vue de la construction d'infrastructures, la création et l'équipement des amphis, de salles de cours, de laboratoires, de salles multi médias, de bibliothèques.

Sur le plan institutionnel le Parti se propose de mettre en place un Conseil National Universitaire Scientifique et Technique qui jouera le rôle d'organe d'intégration enseignants-chercheurs et de structure de concertation avec les secteurs productifs.

***Concernant la recherche le PNDS-TARAYYA s'engage à créer les conditions pour développer une synergie entre les différentes structures de recherche en vue de :***

- la production des intrants grâce à la valorisation du phosphate local ;
- l'amélioration de la production animale et la gestion des pâturages et points d'eau ;
- la restauration de l'équilibre écologique de la forêt et de la faune ;
- le développement des filières industrielles agro-alimentaires ;
- le développement des énergies nouvelles et renouvelables.

## **2.6. De l'enseignement et la formation professionnels et techniques**

L'Enseignement et la Formation Professionnels et Techniques (EFPT) est un secteur marginalisé du système éducatif. En 2004 ses effectifs représentent à peine 8 % dans le post primaire, soit approximativement 12 000 apprenants, tous niveaux et toutes filières confondus. Environ 60% de ces effectifs sont concentrés à Niamey et plus de 30% sont dans le secteur privé. On dénombre 120 structures de formation. Cette sous représentation rend l'accès à l'EFPT très difficile. Les coûts de formation élevés accentuent davantage cette difficulté.

Les établissements d'EFPT sont gérés par plus d'une vingtaine de tutelles en l'absence de tout mécanisme de coordination. Dans leur grande majorité ils ne sont régis par aucun statut tout comme il n'existe aucun texte spécifique à l'EFPT qui puisse constituer une base de référence pour orienter les actions.

Les filières de formation calquées sur le modèle français des années 1960 sont le plus souvent inadaptées au contexte Nigérien. En outre elles ignorent, pour l'essentiel, le secteur agropastoral qui occupe environ 80% de la population. Quant à l'artisanat, il n'a pu profiter des formations professionnelles que grâce aux projets, tels que DANI et NIGETECH. Tous ces indicateurs auxquels il faut ajouter l'insuffisance d'un personnel formé et motivé, la vétusté des équipements et les moyens de fonctionnement dérisoires affectés à l'EFPT, ont rendu le système inefficace aux plans interne et externe. La qualité du système est continuellement en régression, devenant ainsi de plus en plus une usine de production de chômeurs et de la main-d'œuvre de niveau inférieur.

En fait il est démontré qu'il ne peut pas y avoir de développement économique sans celui de l'EFPT. C'est ce que nous rappelle la 3<sup>ème</sup> conférence des Nations Unis sur les PMA, tenue en mai 2001 à Bruxelles, où la communauté internationale a reconnu, dans la Déclaration et le Programme d'actions adoptées, que la lutte contre la pauvreté, premier objectif des politiques sociales et économiques dans les PMA, passe par le renforcement des capacités nationales, notamment en matière de formation technique et professionnelle.

A cet égard, l'exemple de la Chine qui avait programmé de faire passer dans le secondaire, les effectifs de l'EFPT de 28,5 % en 1978, lorsqu'elle avait décidé de se développer, à 60 % en 20 ans est on ne peut plus convainquant. La réforme du système de l'EFPT est donc une nécessité pour répondre aux impératifs du développement.

***Le PNDS-TARAYYA entend fonder l'EFPT sur le principe de profiter à toute la population et de développer tous les secteurs de l'économie. Dans ce cadre une politique nationale sera rapidement élaborée pour harmoniser les actions, améliorer la programmation et rationaliser l'utilisation des ressources.***

***L'objectif de la nouvelle politique d'EFPT est de faire passer les effectifs de l'enseignement professionnel et technique de 8% à 25% de ceux de l'enseignement de base à la fin du mandat. Dans cette perspective le parti mettra en œuvre les actions et mesures ci-après :***

- des centres de récupération des jeunes déscolarisés de l'enseignement moyen seront créés dans toutes les régions du pays, en tenant compte de leurs avantages comparatifs, afin de doter l'agriculture, l'élevage et l'industrie de transformation des produits agro-pastoraux d'ouvriers qualifiés de qualité en nombre suffisant. Il s'agit de former entre 20.000 et 30.000 jeunes pour répondre à ces besoins. Il sera également développé la formation initiale, la formation par apprentissage, la formation continue et tout type de formation qui vise la création des activités génératrices de revenus (AGR) ;
- l'Institut Pratique de Développement Rural (IPDR) de Kollo sera réhabilité et doté de moyens conséquents, de même 2 autres centres de même nature seront créés par région, de manière à alimenter le secteur rural en expertise moyenne de qualité pour assurer l'encadrement ou participer à la production ;
- les capacités des formateurs seront renforcées, à travers un plan global de recyclage et de formation pédagogique ;

- des instances de concertation seront créées aux niveaux national et régional, en vue de faire participer tous les acteurs socioéconomiques à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes sectoriels de l'EFPT ;
- les instances de gestion chargées de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques d'EFPT, seront redynamisées et outillées en rapport avec leurs missions. Elles seront renforcées par des instances d'appui telle que l'Observatoire l'Emploi et de la Formation, mais aussi des instances d'aide à la décision, constituées sous forme d'antennes d'information ;
- des dispositifs de financement viables et pérennes seront adoptés pour soutenir notamment le développement des formations dans le secteur agropastoral et pour appuyer la rénovation de l'apprentissage qui a l'avantage de faciliter l'insertion en plaçant l'apprenant dans le contexte du métier qu'il prépare ;
- les entreprises seront encouragées à s'investir dans la promotion de l'EFPT par diverses mesures d'incitation y compris fiscale ;
- les régions seront invitées à partager la responsabilité de l'EFPT avec l'Etat. Elles devront notamment affecter 5% de leur budget à ce domaine ;
- enfin l'Etat mobilisera les partenaires au développement sur des programmes et projets conçus selon un schéma directeur de développement de l'EFPT.

### **III. DE LA SANTE**

Malgré les efforts accomplis grâce à la mise en œuvre du Plan de Développement Sanitaire (PDS), les résultats obtenus restent insuffisants et la situation sanitaire demeure toujours préoccupante avec des indicateurs en deçà des moyennes de l'Afrique au Sud du Sahara.

En effet, en 2009 la couverture sanitaire serait d'environ 50%, la mortalité maternelle de 7‰ et infanto juvénile de 274‰. La situation épidémiologique est prédominée par la présence des maladies infectieuses et parasitaires auxquelles s'ajoutent des maladies telles que les IST/VIH/SIDA et la grippe aviaire.

Bien qu'en légère régression (7.5 enfants/femme en 1988), l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) reste très élevé, de l'ordre de 7.1 enfants/femme (EDS 2006), constituant une préoccupation majeure pour la santé aussi bien des femmes que des enfants.

De nombreux facteurs de risque contribuent à accroître la charge maladie dans la population, en particulier chez les plus vulnérables, femmes et enfants, situation aggravée par la faible protection sociale de la population face au risque maladie (3% de la population bénéficie d'une couverture maladie).

La prévalence de l'infection à VIH dans la population générale (15-49 ans) au Niger est estimée à 0,8% en 2006. Cependant, des études ont confirmé la persistance de prévalences du VIH élevées dans certains groupes de population.

On note également l'important accroissement de l'incidence de la tuberculose qui passe de 168 en 2005 à 180 pour 100 000 habitants en 2008 toutes formes confondues. Le taux de dépistage est passé de 40,2% en 2005 à 57% en 2009.

Sur la période 2000-2008, l'incidence annuelle du paludisme s'est maintenue en moyenne à 80,5 cas pour 1000 habitants avec une évolution en dents de scie : 51,4 cas pour 1000 habitants en 2000 avec un pic de 146,2 cas pour 1000 habitants en 2008.

C'est dans ce contexte que le PNDS agira et cela conformément aux OMD.

***Le premier axe de la politique sanitaire du Parti durant son mandat est de réduire la morbidité et la mortalité, en particulier au niveau des groupes vulnérables, notamment par l'accélération de l'atteinte des OMD liés au secteur santé.*** Il s'agira de réduire de 648 p. 100 000 en 2006 à 405 p. 100 000 en 2015 la mortalité maternelle et réduire de 198 ‰ en 2006 à 114 ‰ en 2015 la mortalité des enfants de moins de 5 ans. A cet égard les stratégies suivantes seront mises en œuvre :

- ***Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement ;***
- ***Amélioration de la prise en charge de la santé de la mère et du nouveau-né*** par l'accroissement de la prévalence contraceptive moderne de 16% à 25%, du taux d'utilisation de la CPN 4 de 26.4% à 60%, du taux d'accouchement assisté par personnel qualifié de 34% à 60% du taux de consultation post natale de 12.3% à 40%. La gratuité des soins sera poursuivie et même renforcée avec son extension à d'autres prestations ;
- ***Amélioration de la prise en charge de la santé de l'enfant*** par le rehaussement du taux d'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois de 9,9% à 40 %, la réduction à 24% de la prévalence de la malnutrition chronique et à 7% celle de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans ; la couverture

d'au moins 80% d'enfants complètement vaccinés avant 1 an dans tous les districts sanitaires ; la prise en charge de 90% des cas de paludisme, IRA/ pneumonie et diarrhée au niveau des formations sanitaires selon les protocoles nationaux ; l'utilisation des Anti-Rétro-Viro (ARV) chez 30% des femmes enceintes séropositives et des enfants nés de mères séropositives ;

- **Amélioration de la Santé des Adolescents et des Jeunes** par la maîtrise de l'épidémie de l'infection par le VIH d'ici 2015 en amenant les adolescents et les jeunes à utiliser davantage les services Santé de la Reproduction (SR) ;
- **Amélioration du taux de couverture maladie ;**
- **Amélioration de la santé de la femme par la promotion de la mécanisation des travaux ménagers.**

Par ailleurs le PNDS-TARAYYA prendra toutes les dispositions pour lutter contre les autres maladies par le renforcement des interventions existantes et le développement de stratégies opérationnelles dans des domaines non encore couverts (Hypertension artérielle HTA, diabète, drépanocytose, cancers). De même, la médecine traditionnelle sera introduite dans le système de santé selon des voies appropriées en relation avec les praticiens. Enfin, un accent particulier sera mis sur la sensibilisation des populations sur les principaux facteurs de risque des maladies.

**Le second axe de la politique sanitaire du Parti visera l'extension de la couverture sanitaire** à travers :

- la construction de nouvelles infrastructures en respectant la carte sanitaire ;
- la mise à niveau des infrastructures existantes de toute la pyramide sanitaire y compris les Hôpitaux Nationaux ;
- la fonctionnalité des Centres Mères – Enfants et du Centre National de Lutte contre le cancer ;
- la dotation en équipement adéquat des structures, l'entretien et la maintenance de ces infrastructures et équipements ;
- une politique appropriée d'accès aux médicaments pour tous.

D'autres stratégies appropriées d'accès aux soins seront utilisées pour améliorer l'accessibilité aux services. Il s'agira de la promotion des stratégies avancée, mobile et décentralisée (chirurgie foraine).

Le parti créera également les conditions d'un épanouissement du secteur privé afin d'optimiser la couverture des besoins sanitaires essentiels des populations par une utilisation adéquate de l'offre globale de soins.

***Le troisième axe de la politique du Parti portera sur la mobilisation de ressources humaines suffisantes et de qualité*** par la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement des Ressources Humaines et du Plan de Développement des Ressources Humaines. Cette politique est basée sur :

- l'adaptation de la formation initiale et continue ;
- le développement de la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences ;
- le développement des pratiques de recrutement et de redéploiement ;
- la gestion et la planification des carrières ;
- le renforcement de la motivation des agents.

La régionalisation des postes budgétaires sera appliquée afin de réduire les disparités dans la répartition des effectifs.

***Le quatrième axe de la politique du Parti sera focalisé sur le renforcement de la gouvernance et du leadership du Ministère de la Santé Publique*** à travers :

- la consolidation de la décentralisation/déconcentration ;
- le renforcement de l'approche qualité ;
- l'amélioration de la gestion des ressources financières et du système de suivi-évaluation.

De même le Parti mettra l'accent sur les résultats de recherche action et sur les domaines prioritaires en vue de l'amélioration de la qualité des soins.

Pour réaliser sa politique, le Parti mettra tout en œuvre pour mobiliser des ressources financières adéquates. A cet effet, la part du secteur dans le budget national sera portée à 10%. Par ailleurs, des mécanismes alternatifs de financement de la santé seront développés et l'attention sera portée principalement sur :

- la mobilisation des fonds mondiaux de financement de la santé dont les fonds GAVI ;
- le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose ;
- l'institution des taxes sur les communications téléphoniques, le tabac et les boissons alcoolisées ;
- la mobilisation communautaire, etc ;
- la création d'un fonds social santé destiné à la prise en charge de la gratuité des soins ciblant les femmes, les enfants, les personnes âgées et les démunis.

## IV. DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE, DES ARTS ET DES SPORTS

### 4.1. De la jeunesse

Il n'est pas superflu de rappeler que les nigériens de moins de 25 ans constituent 75% de la population. Or, la jeunesse nigérienne est confrontée depuis quelques années à une grave crise multidimensionnelle caractérisée par la pauvreté, le chômage, la mendicité, la prostitution, l'analphabétisme, l'ignorance, les maladies etc. Les causes profondes de ces maux tirent leurs sources dans la non application de la politique nationale et de la charte nationale de la jeunesse, la forte déperdition scolaire, les difficultés d'insertion socio économique, la faible sensibilisation sur les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA, l'insuffisance des ressources financières, la récession économique etc.

*Conscient de la place et du rôle de la jeunesse, le PNDS-TARAYYA entend la galvaniser, lui redonner espoir et la responsabiliser* à travers les actions et mesures suivantes :

- l'éducation et la formation professionnelle des jeunes pour leur donner les armes adéquates leur permettant d'affronter le monde des affaires et créer avec le maximum de chance des entreprises viables. Des mesures d'incitation à la création d'industries de transformation des produits agro-pastoraux seront édictées ;
- l'emploi prioritaire des jeunes, en particulier diplômés, dans toutes actions de grande envergure notamment les chantiers qui seront occasionnés par les investissements massifs que le parti se propose de réaliser ;
- la création d'un conseil national de la jeunesse ;
- la création de structures nationales et régionale d'insertion socio économique des jeunes ;
- la création de réseaux et de centres d'accueil, d'information, d'orientation et de documentation pour les jeunes ;
- le développement des loisirs et des sports.

Sur la période du premier quinquennat le Parti a l'ambition d'insérer 100 000 jeunes dans les différents secteurs porteurs dont 40% dans l'agriculture et l'élevage, 30% dans l'artisanat, 20% dans le commerce et 10% dans l'industrie.

#### 4.2. De la culture, des arts et des loisirs

La dimension culturelle du développement n'a pas bénéficié de toute l'attention que requiert son importance dans la construction nationale en particulier. En termes de bilan des dix dernières années les échecs sont patents. On relève notamment : l'absence d'une politique nationale d'encouragement à l'investissement dans la création artistique et les industries culturelles ; l'absence d'une politique de formation de spécialistes dans les différents domaines ; la mauvaise gestion des infrastructures culturelles ; l'absence de volonté dans la création des musées spécialisés.

***Conscient de ces insuffisances, le PNDS-TARAYYA entend œuvrer pour que la culture soit le reflet de notre société, contribue à l'émancipation sociale et soit perçue comme une activité économique rentable au delà de son caractère distractif.*** Dans cette perspective le parti mettra en œuvre les actions et mesures ci-après :

- la reconversion des mentalités et la modification du regard que les populations portent sur certaines activités culturelles ;
- l'adoption d'un programme de formation au profit des créateurs artistiques ;
- la valorisation et la réorganisation des évènements internationaux, des manifestations culturelles traditionnelles ;
- l'adoption d'une stratégie efficace de gestion des infrastructures culturelles ;
- le développement de la coopération et des échanges culturels pour mieux vulgariser notre patrimoine culturel et bénéficier du savoir scientifique et technologique des pays tiers ;
- la promotion des industries culturelles ;
- la valorisation du statut de l'artiste ;
- l'incitation du secteur privé à investir dans la création artistique ;
- la relance de la production cinématographique ;
- la création d'une bibliothèque nationale et progressivement d'autres bibliothèques dans les régions, les départements et les communes, ainsi que le soutien à la production littéraire ;
- l'enseignement de l'histoire des religions ainsi que des us et coutumes ;
- la création d'une école des arts et le renforcement des institutions de culture tels que les Musées, le Centre de Formation musicale et l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH).

Enfin, le PNDS-TARAYYA s'emploiera sans relâche à la promotion de loisirs sains en mettant plus particulièrement l'accent sur le développement des loisirs pour enfants.

### 4.3. Des sports

Plusieurs stratégies ont été testées par les différents gouvernements qui se sont succédé sans beaucoup de réussite. Le sport stagne depuis les années 80. Il semble régresser pour diverses raisons dont les principales sont : le manque de transparence dans les relations entre le Ministère chargé des sports et les fédérations sportives ; l'insuffisance de techniciens et le délabrement de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) ; l'insuffisance des centres d'hébergement des sportifs et l'absence d'un plan d'aménagement des aires de pratiques sportives ; la faible exploitation de la dimension économique du sport ; la faiblesse et l'irrégularité des financements du sport ; l'absence de perspectives dans la carrière sportive.

***Le PNDS-TARAYYA entend promouvoir les activités physiques et sportives comme facteur d'épanouissement par le développement du sport de masse et de haut niveau. Le parti œuvrera sans relâche à la multiplication des pratiques à travers les actions et mesures ci-dessous :***

- le rattachement de l'éducation physique et sportive au Ministère en charge de l'éducation ;
- la création d'un conseil national d'observation et de diagnostic de l'organisation du sport ;
- la redéfinition des missions de l'INJS et son renforcement en moyens d'intervention ;
- la distinction des sportifs de haut niveau et leur intéressement en avantages matériels et financiers ;
- le développement de la pratique du sport pour personnes handicapées ;
- la création d'un centre médico-sportif ;
- la création et l'équipement d'un centre de détection et de formation de jeunes talents ;
- l'incitation à la création de sociétés et entreprises de sport, de fabrication et de vente de matériels sportifs ;
- la définition d'une stratégie d'accueil de sièges d'organisations continentales de sport dans notre pays ;
- l'affirmation du poids économique du sport et la concentration des moyens dans les disciplines porteuses ;

- la concentration des moyens destinés au secteur sur les sports de masse tels que le football et la lutte traditionnelle pour préparer dans de bonnes conditions nos sportifs aux compétitions de haut niveau. Le parti mettra l'accent sur la préparation des jeunes dans des écoles équipées en conséquence.

## **V. DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EMPLOI**

La combinaison de toutes ces actions économiques et sociales permettra la création de 50.000 emplois par an au profit des jeunes. La cohésion de notre société passe par une offre d'espérance pour la jeunesse.

La problématique de l'emploi est indissociable de la promotion de l'entreprise qu'il s'agisse de l'entité économique, de l'individu ou du ménage qui a recours à un personnel rémunéré. L'entreprise ainsi délimitée reste le support matériel de l'emploi et la promotion de cette dernière conditionne celle de l'emploi.

Il est illusoire de croire, dans le contexte présent, que le plein emploi c'est-à-dire offrir un emploi à tous ceux qui sont actifs est possible à moyen terme. Mais le niveau de sous-emploi atteint, notamment celui des jeunes diplômés, est intolérable. En effet, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) et l'Institut National de la Statistique (INS) ont réalisé en Novembre 2009 un recensement édifiant sur les diplômés sans emploi au niveau de toutes les communes urbaines du Niger.

Ainsi, 7363 diplômés sans emploi ont été identifiés dont 3869 hommes (52,5%) et 3494 femmes (47,5%). Plus de 8 diplômés sur 10 (81,4%) ont un âge compris entre 20 et 34 ans. Par ailleurs, selon la charte nationale de la Jeunesse qui situe les jeunes entre 14 et 30 ans, des diplômés recensés sont estimés à 61% dont 60% ont un niveau supérieur de formation. Au titre de l'année 2008 l'ANPE et les agences privées de placement ont enregistré 21879 demandeurs d'emploi contre seulement 5193 offres d'emploi. Enfin chaque année des milliers de diplômés, tous niveaux confondus, viennent grossir les rangs de ceux qui sont à la recherche de leur premier emploi ou de ceux qui l'ont perdu.

Dans un tel contexte où la jeunesse est condamnée à l'oisiveté et à la précarité on ne peut envisager un développement durable ou encore espérer l'instauration d'une démocratie véritable et la stabilité des institutions.

C'est pourquoi, **le PNDS TARAYYA entend mettre la question de l'emploi au centre des ses préoccupations en vue de créer plus de 50.000 emplois urbains modernes et ruraux, spécialement agricoles, par an.** A cet égard :

- le Parti fera une évaluation précise de l'offre d'emploi générée en début de mandat, afin de disposer de statistiques fiables, lui permettant de mieux orienter l'enseignement et la formation technique et professionnelle axée sur les besoins prioritaires ;
- le Parti militera également sur la scène internationale en faveur des travailleurs migrants. Dans cette perspective, il défendra la libre circulation des personnes qui doit prolonger et compléter celle des biens et des capitaux.

## **CHAPITRE IV : L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, LE DEVELOPPEMENT URBAIN ET L'HABITAT**

### **I. DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

L'Aménagement du Territoire est l'expression spatiale des politiques économiques, sociales, culturelle et écologiques de toute société. Au Niger, de l'indépendance à nos jours, les différentes politiques de développement mises en œuvre n'ont pas permis de résoudre les déséquilibres socio-économiques et culturels que connaît le pays. Parmi ces grands déséquilibres on peut noter les déficits alimentaires, la dégradation de l'environnement, l'analphabétisme, le faible taux de scolarisation et d'investissements, les disparités inter et intra-régionales.

Au regard de ces faiblesses, la politique d'aménagement du territoire que le **PNDS-Tarayya** envisage de *mettre en œuvre au Niger pendant les cinq (5) prochaines années vise les objectifs* suivants :

- atténuer les disparités inter et intra-régionales et entre le milieu urbain et le milieu rural ;
- favoriser la répartition harmonieuse de la population et atténuer l'exode rural en veillant à l'équilibre des rapports entre les villes et les campagnes ;
- Désenclaver le pays par le développement du transport routier, aérien, fluvial et ferroviaire, ainsi que l'amélioration de la couverture du pays en matière de télécommunications, de télévision, de téléphone et radio rurales.

*Pour atteindre ces objectifs durant le prochain quinquennat, le PNDS-Tarayya va réaliser ou finaliser les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire pour les 8 régions du pays, le Plan Urbains de Référence pour tous les chefs lieux de régions et certains centres urbains secondaires dynamiques, les schémas directeurs d'urbanisme et d'assainissement de tous les chefs lieux de région et encourager les Plans de Développement Communaux pour chaque commune.*

### **II. DU DEVELOPPEMENT URBAIN**

Avec un taux d'urbanisation estimé à près de 26 % en 2010 et un taux de croissance urbaine de 5,85 % selon des statistiques des Nations Unies, le Niger s'est engagé dans un processus d'urbanisation irréversible.

Les conséquences déjà perceptibles de cette urbanisation constituent de véritables défis auxquels le PNDS apportera des réponses appropriées. ***C'est pourquoi le PNDS-Tarayya fait du développement urbain harmonieux de nos villes un impératif.***

Cette volonté se traduira par l'actualisation et l'opérationnalisation de la politique nationale de développement urbain adoptée en 2004 mais qui n'a pas fait l'objet d'une mise en œuvre cohérente et conséquente. ***Le Parti visera les objectifs suivants :***

- réaliser le Plans Urbains de Référence ;
- rendre opérationnelle l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT), renforcer ou moderniser les équipements générateurs de revenus afin de contribuer à l'amélioration des ressources locales et accroître le rôle économique des villes ;
- reformuler le cadre institutionnel de l'urbanisme et de l'aménagement urbain accompagné de la refonte des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'urbanisme, à l'aménagement foncier, à l'habitat et à la construction ;
- intégrer les groupes vulnérables par des programmes adaptés d'amélioration de leurs conditions de vie et d'habitat.

***La ville de Niamey fera l'objet d'une attention particulière pour le Parti. Notre ambition est de faire d'elle une vitrine, une capitale qui offre un cadre de vie agréable, des loisirs sains et diversifiés, des conditions de travail idoines pour les activités économiques et culturelles.*** A cet égard des investissements conséquents seront réalisés avec la contribution du secteur privé pour assainir la ville, aménager les berges du fleuve et des sites touristiques et culturels, créer des centres d'affaires, des hôtels et des restaurants afin qu'elle rattrape son retard vis à vis des autres capitales de l'UEMOA, en conformité avec le programme indicatif régional de développement urbain 2006-2015 de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

### **III. DE L'HABITAT**

Le secteur de l'habitat au Niger est caractérisé par un déficit chronique de l'offre de logement par rapport à la demande, l'insuffisance ou l'absence d'une réglementation appropriée visant à promouvoir le développement du secteur et la précarité de l'habitat rural.

***Convaincu que le logement et le cadre de vie décents sont des besoins fondamentaux de l'Homme, le PNDS-Tarayya ambitionne d'assurer un logement et un cadre de vie décents et à moindre coût au plus grand nombre de nigériens. Aussi, le Parti s'engage-t-il au cours du prochain mandat à atteindre les objectifs suivants :***

- la réalisation de 1000 logements par an sur l'ensemble du territoire ;
- la production de deux mille parcelles assainies par an à travers tout le Pays ;
- la baisse du coût du logement par la promotion du développement de l'industrie des matériaux de construction, ainsi que la baisse du coût du crédit à l'habitat.

## **IV. DU CADASTRE**

### **4.1. Du cadastre**

Deux chiffres permettent de bien saisir la problématique du cadastre au Niger : 23 000 parcelles mises en valeur possèdent un Titre Foncier (TF) sur l'ensemble du territoire national alors que dans la seule ville de Niamey on dénombre 100 000 parcelles titrées et ce, malgré l'introduction du Titre Foncier "Shéda" pour promouvoir la création de ces titres de propriété. A l'état actuel, le pays ne dispose que d'une seule Conservation Foncière à Niamey la capitale. Cette situation fait fi de l'utilité du cadastre sur les plans juridique, socio-économique, fiscal et de l'aménagement du territoire. C'est là une situation qui engendre un énorme manque à gagner pour l'Etat, une insécurité foncière des propriétaires et une lenteur dans les transactions bancaires pour la relance de l'économie.

***Afin de moderniser le cadastre et d'accroître son apport dans la mobilisation des recettes internes, le PNDS-Tarayya s'engage à :***

- assurer la couverture complète de Niamey en mappes cadastrales, ainsi que sa mise à jour ;
- faire établir des mappes cadastrales dans tous les chefs-lieux des régions et des départements ;
- assurer la numérisation de toutes les mappes des grands centres urbains ;
- procéder à l'établissement des plans d'assemblage à l'échelle 1/5000 de tous les grands centres urbains ;
- procéder à l'immatriculation de tous les lotissements réalisés ;

- créer des Conservations Foncières dans tous les chefs-lieux de régions afin de déconcentrer la création des titres fonciers et d'en faciliter l'obtention ;
- opter pour le cadastre tout numérique, en informatisant tous ses aspects techniques, juridiques et fiscaux ;
- formaliser le cadastre rural, en collaboration avec le Secrétariat Permanent du Code Rural.

#### **4.2. De la cartographie du territoire :**

L'aménagement du territoire, l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol, la défense de nos frontières, ainsi que la maîtrise de certains phénomènes sociaux, économiques et environnementaux, passent par la connaissance du territoire national ; or, la carte constitue l'instrument privilégié pour l'analyse et la communication en géographie. A l'état actuel, l'essentiel de la documentation cartographique date de la colonisation. *Le PNDS-Tarayya, soucieux de réaliser ses objectifs de développement, s'engage à :*

- accélérer la révision de toutes les feuilles à 1/200 000 et à adopter l'échelle 1/100.000 comme échelle de nos cartes de base ;
- accélérer la cartographie à 1/50000 dans la bande sud à hauteur du 16<sup>ème</sup> parallèle ainsi que dans les zones stratégiques (zones minières, vallées aménageables etc.) ;
- assurer la couverture photographique des grands centres urbains (chefs-lieux des régions et autres villes industrielles) tous les cinq (5) ans ;
- assurer la réfection et l'extension du réseau de nivellement général du territoire ;
- couvrir tout le territoire national de repères géodésiques et de nivellement précis en s'appuyant sur les nouvelles technologies de pointe ;
- garantir l'option numérique de la cartographie ;
- canaliser davantage l'Institut Géographique National du Niger (IGNN) dans son rôle de Centre National d'Information Géographique.

## **CHAPITRE V : DU FINANCEMENT DU PROGRAMME**

Ce programme traduit les ambitions du PNDS-Tarayya pour le Niger. Mais cela a un coût énorme, estimé à plus de 6 000 milliards FCFA, que les ressources propres des budgets d'un quinquennat ne suffiront pas à couvrir. Mobiliser un tel niveau de ressources n'est pas chose aisée, mais c'est l'unique alternative au « saupoudrage » opéré ces dernières années pour soutenir les actions de développement économique et social du pays.

L'objectif du Parti est que la part des ressources internes, dans le financement du budget, soit de plus en plus prépondérante. Ce qui traduit la volonté du Parti de mobiliser le maximum de ressources nationales, afin de solliciter un effort accru des partenaires au développement, mais aussi d'accéder aux financements innovants.

*Aussi pour financer son programme, le PNDS-Tarayya compte t-il mener les actions suivantes pour une plus grande mobilisation des ressources :*

*En matière de ressources internes, il s'agira :*

- de réaliser une croissance moyenne d'au moins 7% sur la période du mandat ;
- d'atteindre un taux de prélèvement fiscal de 20% du PIB ;
- de recourir aux emprunts obligataires, afin de tirer profit de la surliquidité des banques des pays membres de l'UEMOA ;
- de mobiliser l'épargne, y compris celle de la diaspora et la transformer en investissement ;
- d'améliorer l'efficacité de la dépense publique à travers le bannissement des passe-droits et une lutte sans relâche contre la corruption, l'évasion et la fraude fiscales.

*En matière de ressources externes, il s'agira :*

- de mobiliser les bailleurs de fonds traditionnels bilatéraux comme multilatéraux pour qu'ils accroissent leur soutien au Niger. En particulier, les relations avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International connaîtront un essor sans précédent au regard de la rupture qui sera opérée sur le plan de la gouvernance du pays ;
- d'amplifier et de soutenir l'effort traditionnel de mobilisation par la diversification des partenaires au développement, en particulier les pays émergents, ainsi que le renforcement de la coopération régionale et sous régionale.

**PROGRAMME PNDS-Tarayya 2011-2015**

RESSOURCES sur 5 ans (en millions FCFA)			
INTERNES	<b>Total</b>		<b>3.119.418</b>
	Recettes fiscales		2.747.759
	Recettes non fiscales		371.659
EXTERNES	<b>Total</b>		<b>3.119.418</b>
	Dons	80%	2.495.534
	Emprunts	20%	623.884
<b>TOTAL RESSOURCES</b>			<b>6.238.836</b>

SECTEURS	Alloca-tions	EMPLOIS sur 5 ans (en millions FCFA)						
		INTERNES		EXTERNES		ENSEMBLE		
		Fonct.	Invest.	Fonct.	Invest.	Fonct.	Invest.	Total
		80%	20%	20%	80%			
Education (Enseignement général, EFPT, enseignement supérieur et recherche)	25,0%	623.884	155.971	155.971	623.884	779.855	779.855	1.559.709
Développement rural / Sécurité alimentaire	15,0%	374.330	93.583	93.583	374.330	467.913	467.913	935.825
Santé	10,0%	249.553	62.388	62.388	249.553	311.942	311.942	623.884
Energie / Infrastructures	10,0%	249.553	62.388	62.388	249.553	311.942	311.942	623.884
Hydraulique rurale et urbaine	10,0%	249.553	62.388	62.388	249.553	311.942	311.942	623.884
Aménagement du territoire	2,0%	49.911	12.478	12.478	49.911	62.388	62.388	124.777
Régies financières	0,5%	12.478	3.119	3.119	12.478	15.597	15.597	31.194
Autres Secteurs	27,5%	686.272	171.568	171.568	686.272	857.840	857.840	1.715.680
<b>Total allocations</b>	<b>100,0%</b>	<b>2.495.534</b>	<b>623.884</b>	<b>623.884</b>	<b>2.495.534</b>	<b>3.119.418</b>	<b>3.119.418</b>	<b>6.238.836</b>







